

France Québec

18 F

N° 78 AUTOMNE 1990

COOPÉRATION

**Depuis
25 ans**

JUMELAGES

**De plus
en plus**

MOHAWKS

**L'été
des Indiens**



Après Meech,

le droit de choisir

NORD-OUEST

Anjou-Québec

Claire Cadic
 14 bis rue Marie Talet
 49100 Angers
 Tél. 41.48.83.31 (le soir)

Calvados-Québec

C.I.S.
 1, Place de l'Europe
 14200 Hérouville St-Clair

Cornouaille-Québec

Patrick Pochet
 47, rue de la Tour d'Auvergne
 29000 Quimper
 Tél. 98.52.18.67

Grand Quevilly-Québec

Thérèse Cailly
 Mairie
 76120 Le Grand Quevilly

La Roche-Vendée-Québec

André Lemesle
 A.T.A.C.
 4, Place Albert 1^{er}
 85000 La Roche s/Yon
 Tél. 51.62.34.32

Laval-Québec

René Ravary
 Hôtel de ville
 53000 Laval
 Tél. 43.49.43.00

SUD-OUEST

Albigeois-Québec

André Lagrange
 Mairie de Marsac
 81150 Marsac
 Tél. 63.94.05.09

Béarn-Québec

Francis Rey
 MJC de Laou
 81, av. du Loup
 64000 Pau

Bordeaux-Québec

Jean du Souchay
 16 rue Richepin, Cauderon
 33200 Bordeaux
 Tél. 56.97.40.62

Midi Toulousain-Québec

Maurice Maillard
 10, rue de la Violèze
 31620 Boulloc
 Tél. 61.82.02.36

Pays de Brive-Québec

Alain Le Floch
 Impasse Emile Magne
 19100 Brive
 Tél. 55.87.50.14

Maine-Québec

Robert Rouleau
 27, rue Belle Borde
 72200 La Flèche
 Tél. 43.94.05.89

Orne-Québec

Marceline Chédebois
 16, rue de Versailles
 61600 La Ferté Macé
 Tél. 33.37.08.06

Pays-Nantais-Québec

Jean-Paul Gourmelon
 37 bis rue des Grands Noëls
 44230 St-Sébastien-sur-Loire
 Tél. 40.34.18.75

Rennes-Québec

Voir Saint-Malo-Québec

Rouen-Québec

Annie Maréchal
 32, quai de Paris
 76000 Rouen

Saint-Malo-Québec

Simone Lemarchand
 Maison du Québec
 Place du Québec
 35400 Saint-Malo
 Tél. 99.56.34.32

DOM-TOM

Pays Foyen-Québec

Jean Lavalette
 79, av. Maréchal Leclerc
 33220 Ste Foy-la-Grande
 Tél. 57.46.15.82

Périgord-Québec

Jean-Louis Hervé
 6, av. Painlevé
 24100 Bergerac
 Tél. 53.57.29.08

Guadeloupe-Québec

Christian Joseph
 Tél. 590.26.77.34

Martinique-Québec

Frantz Rémy
 Résidence Grand village
 Villa Les Cayes
 25 Terre Ville
 97233 Schoeicher
 Tél. 58.09.43

Nouvelle-Calédonie-Québec

Daniel Miroux
 Sté d'études historiques
 BP 63
 Nouméa

NORD

Artois-Ternois-Québec

Henri Montcombe
 62690 Collège
 d'Aubigny-en-Artois
 Tél. 21.59.09.58

Cambresis-Hainaut-Québec

Andrée Boulant
 Médiathèque
 37 rue Saint-Georges
 59400 Cambrai
 Tél. 27.78.32.30

Flandre-Québec

Marcel Lefèvre
 6 rue de la ferme Appt 7
 59640 Dunkerque
 Tél. 28.24.09.04

Métropole Nord-Québec

Hôtel de ville
 59960 Neuville-en-Ferrain
 Tél. 20.37.67.22

Oise-Québec

Claude Vessement
 8, rue Grand Pré
 60700 Fleurines
 Tél. 44.54.11.29

ILE-DE-FRANCE

Essonne-Québec

Robert Gatellier
 30, rue Pascal
 91700 Ste-Geneviève-des-Bois
 Tél. 60.15.47.78

Paris-Québec

100, rue de la Rocquette
 75011 Paris
 Tél. 43.73.75.81

Seine-et-Marne-Québec

Frédéric Héricourt
 40, rue des Fontaines
 77400 Thorigny-sur-Marne
 Tél. 60.07.31.80

Seine-St-Denis-Québec

Jean-Michel Rodary
 1, rue Pierre Curie
 93350 Le Bourget
 Tél. 48.37.45.00

Val-de-Marne-Québec

Christiane Bouvard
 4, quai du Port
 94130 Nogent-sur-Marne
 Tél. 43.24.34.66

Val-d'Oise-Québec

Pierrette Laridan
 33, rue Danièle Casanova
 95260 Beaumont-sur-Oise
 Tél. 34.70.13.70

Versailles-Yvelines-Québec

Jean de Bord
 18, Parc de Diane
 78350 Jouy-en-Josas
 Tél. 39.56.39.36

NORD-EST

Belfort-Québec

M. Schoen
 60, rue de la Valdoie
 90000 Belfort
 Tél. 84.26.05.19

Bourgogne-Québec

Jacqueline Lambert
 B.P. 30
 21140 Semur-en-Auxois
 Tél. 80.97.01.47

Auvergne-Québec

Pierre Maître
 31, rue de la Garde
 63140 Chatel-Guyon
 Tél. 73.86.03.71

Bas-Poitou-Québec

Christine Bedon
 OMAAET
 Hôtel de la Vie Associative
 12, rue J. Cugnot
 79000 Niort

Brouage-Québec

Michèle Olivet
 RD n° 3 Hiers Brouage
 17320 Marennes
 Tél. 46.85.10.04

SUD-EST

Alpes-Léman-Québec

Jean-Michel Hercourt
 5, rue Jules Verne
 74100 Annemasse
 Tél. 50.92.66.76

Alpes-Québec

(Dauphiné)
 M. Dubois-Dauphin
 Maison du tourisme
 B.P. 227
 38019 Grenoble Cedex
 Tél. 76.42.72.76

Ardèche-Québec

Jean-Charles Argaud
 15, rue de Tournon
 07100 Annonay
 Tél. 75.67.67.33

Côte d'Azur-Québec

Janine Clément
 Le Constellation
 Chemin de la Tousque
 06110 Le Cannet
 Tél. 93.99.74.74

Champagne-Québec

Noëlle Berton
 C.I.S. Parc Léo Lagrange
 51100 Reims
 Tél. 26.40.52.60

Doubs-Haute-Saône-Québec

Raymonde Michaud
 Hôtel de ville
 52 Grande Rue
 25000 Besançon

Chatelleraut-Québec

Mme Cousot
 Souvenir Acadien
 Hôtel Sully
 86100 Chatelleraut
 Tél. 49.21.01.27

Eure et Loir-Québec

Anne-Marie Fichet
 47, rue de Varize
 28000 Chartres
 Tél. 37.34.56.69

Gatinais-Québec

Office du tourisme
 Place du Patis
 45200 Montargis
 Tél. 38.93.27.06

Corse-Québec

Jacques Donat-Casanova
 Résidence du Golf
 23 allée des Mimosas
 20166 Porticcio
 Tél. 95.25.12.58

Drôme-Québec

André Vidal
 1, Chemin des Grèzes
 26200 Montélimar
 Tél. 75.51.02.83

Enclave des Papes

Haut Comtat-Québec
 Serge Rémy
 Mairie de Valréas
 84600 Valréas
 Tél. 90.35.03.93

Forez-Québec

Centre des Tilleuls
 8, rue du Pavillon Chinois
 42000 Saint-Etienne
 Tél. 77.74.45.25

Langres-Montréal-Québec

Jean-Paul Pizelle
 Peigney
 52200 Langres
 Tél. 25.87.15.91

Lorraine-Québec

Pascal Cavalli
 14, rue du Cheval Blanc
 54000 Nancy
 Tél. 83.29.57.38

Indre-Québec

Jacques Fourré
 155, Ter, rue Montaigne
 36000 Chateauroux

Orléanais-Québec

En sommeil
 voir Gatinais-Québec

Touraine-Québec

Claude Fillet
 B.P. 5968
 37059 Tours Cedex

Hérault-LR-Québec

BP 5564
 34072 Montpellier Cédex
 Tél. 67.03.05.79

Lozère-Québec

Jean-Claude Chazal
 Mairie
 48300 Langogne

Lyon-Québec

160, rue Pierre Corneille
 69003 Lyon
 Tél. 78.60.88.21

Provence-Québec

André Gautier
 La Monadière
 Le Garaguay
 13770 Venelles
 Tél. 42.61.74.15

Var-Québec

M. Grateau
 7, place de l'Hôtel de Ville
 83990 Saint-Tropez
 Tél. 94.97.05.37

ASSOCIATION

Comité de parrainage :

Raymond BARRE, Bernard CLAVEL,
Laurent FABIUS, Jean-Louis FOULQUIER,
Charles MÉRIEUX, Alain PEYREFITTE,
Michel ROCARD, Pierre-André WILTZER,
Jacques HABERT

Bureau national :

Louis THEBAULT président,
Pascal CAVALLI, Pierre MAITRE,
Monique MONCHANIN, Georges POIRIER
Vice-présidents,
Jean de BORD, Maurice FOISSAC
secrétaires,
André LAGRANGE, Noël VERDIER
trésoriers

Conseil d'administration :

Marcel BEAUX (Paris),
René BLONDEL (Pays de Brive),
Andrée BOULANT (Cambrésis),
Corine BRIACHETTI (Côte d'Azur),
Thérèse CAILLY (Grand Quévilly),
Bernard CAPUS (Anjou),
Pascal CAVALLI (Lorraine),
Anne-Marie COLLARD (Paris),
Michèle COLY (Alpes-Léman),
Christophe COUZON (Maine),
Jean de BORD (Versailles-Yvelines),
Maurice FOISSAC (Midi-Toulousain),
Marie-Claude GUERIN (Bourgogne),
Danièle HAUTEREAU (Gâtinais),
Jean-Michel HERCOURT (Alpes-Léman),
Jean-Louis HERVE (Périgord),
André LAGRANGE (Albigeois),
Jacqueline LAMBERT (Bourgogne),
Pierrette LARIDAN (Val d'Oise),
Alain LE FLOCH (Pays de Brive),
Gaël LEGER (Auvergne)
Annette MAHE (Saint-Malo),
Pierre MAITRE (Auvergne),
Monique MONCHANIN (Lyon),
François MOUCHET (Lorraine),
Janine NORTIER (Orne),
Michèle OLIVET (Brouage),
Georges POIRIER (Laval),
Jean-Claude RAFFY (Ardèche),
Louis THEBAULT (Saint-Malo),
Jean TOURNON (Alpes),
Jacques VERDIER (Paris),
Noël VERDIER (National),

Directrice générale :

Claire de LOYNES WARIN

REVUE

Directeur de la publication :

Louis THEBAULT

Rédacteur en chef :

Georges POIRIER

Comité de rédaction :

Marie-Claude ANDRE, Jacques BRUNET,
Christophe COUZON, Michèle MICHELLAND,
François MOUCHET, Janine NORTIER,
Auguste VIATTE

Publicité :

Passerelle (tél. 1.45.72.20.90)

Fabrication :

Société d'Impression du Boulonnais
62200 Boulogne-sur-Mer

Commission paritaire :

n° 51571

Abonnements :

France 60 F, Etranger 70 F
Adhérents des régionales : 35 F
Abonnement de soutien : 120 F
CCP 30 726 17 S



par
Louis THEBAULT

Attentifs...

En cette fin de siècle, nous assistons à de grands bouleversements politiques : échec du totalitarisme, renversements d'alliances, réveil des nationalismes. L'Amérique, le Canada en général et le Québec en particulier n'échappent pas à ce mouvement.

Il ne nous appartient pas de juger ou de prendre fait et cause pour les événements en cours. La politique intérieure du Canada et du Québec reste l'affaire des amis d'outre-Atlantique. Mais observons, soyons attentifs. Dans la lignée de la célèbre formule "ni ingérence, ni indifférence".

L'échec du lac Meech a réveillé les projets de nombre de Québécois. De plus, les milieux financiers évoluent, les opinions canadiennes aussi. Va-t-on vers la "société distincte" malgré l'échec des négociations ?

La "belle province" prendra-t-elle le chemin de la "souveraineté - association", thème défendu de longues années ? Ou ce "pays" qui économiquement ne serait pas en queue des nations, deviendra-t-il un état indépendant ?

Pour nous, Français, il est intéressant d'observer l'évolution de nos amis Québécois. Les uns défilent derrière des banderoles "le Québec, un peuple, une nation, un état". D'autres tournent le dos à la Reine D'Angleterre. Mais la province fait appel à l'armée canadienne pour régler un long conflit avec la minorité amérindienne.

Il est passionnant de suivre la marche de ce peuple francophone des bords du Saint-Laurent. Pendant des siècles, il a lutté seul pour défendre sa langue, sa culture et y a réussi magnifiquement. Nous, en France, avions abandonné les Québécois pendant près de 300 ans. Nous nous excusons de cet outrage, et sommes prêts, alors qu'ils ont accompli l'essentiel du travail, à les épauler. Même si aujourd'hui les Québécois ont souvent à nous donner des leçons en matière linguistique. Il sera donc éminemment intéressant d'observer comment le Québec intégrera ses minorités dans le grand dessein qu'il se prépare.

Soyons donc des observateurs attentifs et privilégiés. Mais quoi qu'ils décident, que les Québécois sachent qu'ils comptent et qu'ils compteront toujours, sur le vieux continent, des amis fidèles et sincères. ■

SOMMAIRE

Le pays d'en face

- 4 L'après Meech
- 6 La jasette
- 8 L'été des Indiens
- 21 Voyageries

Place des arts

- 9 La chronique livres
- 10 Charlebois de A à Z
- 11 Québécoilisses

Cousinages

- 12 La coopération a 25 ans
- 14 Les jumelages
- 16 La parenté
- 18 L'Assemblée d'Albi
- 22 Belles provinces
- 23 Annonces

Photo de couverture :

© Michel Gauvry/CIRIC

Après Meech : le droit

Une nouvelle page de l'histoire québécoise s'écrit depuis la non-ratification des accords du lac Meech fin juin. Voici le récit de ces journées historiques, avec toutes les déclarations-clés.

9 JUIN : à Ottawa, après sept jours d'âpres négociations, les onze Premiers ministres (fédéral et provinciaux) signent un compromis en vue de la ratification des accords du lac Meech de 1987 avant le 23 juin.

18 JUIN : Elijah Harper, unique député autochtone du Manitoba, bloque la procédure parlementaire de ratification parce que l'entente ne reconnaît pas le caractère "distinct" des Amérindiens. "Notre stratégie est de tuer l'accord" affirme Phil Fontaine, porte-parole des autochtones.

A Québec, Robert Bourassa déclare : "Ils agissent contre leurs intérêts car ils ont intérêt à ce que le Québec défende le principe du gouvernement autonome".

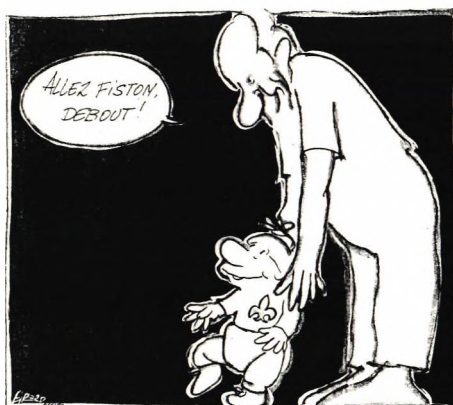
21 JUIN : Selon un sondage CROP-La Presse (du 13 au 18 juin), 57 % des Québécois sont favorables à la "souveraineté" et 35 % opposés (en septembre 1989 : 39 % favorables et 47 % défavorables). Les francophones sont pour à 63 % contre 29 % et les non-francophones opposés à 64 % contre 27 %.

La foule à Québec

22 JUIN : A Winnipeg, les 57 députés se séparent sans avoir ratifié les accords et entonnent spontanément l'O Canada. A Terre-Neuve, Clyde Wells, Premier ministre décide de ne pas tenir de vote à l'Assemblée de sa province.

A Québec, clôture des travaux de l'Assemblée. Robert Bourassa : "Le Canada anglais doit comprendre que le Québec est maintenant et pour toujours une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement". Jacques Parizeau, chef de l'opposition : "M. le Premier ministre, je vous tends la main ; cherchons cet automne tous ensemble une voie pour l'avenir du Québec".

23 JUIN : Déclaration à "la nation" de Robert Bourassa. "Nous sommes à un moment critique de notre histoire. Durant trois ans nous avons fait preuve de patience. Le processus de révision constitutionnelle existant au Canada est discrédité. C'est la position de mon gouvernement de négocier dorénavant à deux et non à onze avec le gouvernement canadien. J'ai décidé de ne pas participer à la conférence des premiers ministres à Winnipeg en août. Dans toutes ces décisions et celles à venir, c'est l'intérêt supérieur du Québec qui sera le facteur déterminant. La dimension économique est primordiale. Le Québec a la liberté de ses choix".



Dessin publié par "La Presse" de Montréal le 4 novembre 1987 lors de la mort de René Lévesque.

A Calgary (Alberta), au congrès du parti libéral fédéral, P.E. Trudeau déclare : "Je remercie les autochtones de s'être précipités au secours du Canada ; il faut laisser la constitution tranquille pendant dix ans ; les Québécois ne ressentent pas particulièrement le besoin d'avoir des béquilles ou une distinction". Réplique de Gil Rémillard, ministre québécois des affaires intergouvernementales : "Trudeau et sa constitution de 1982 sont largement responsables de l'échec du lac Meech".

A Québec, 80.000 spectateurs envahissent les Plaines d'Abraham. Une marée de drapeaux pour fêter la St-Jean avec Vigneault, Piché, Rivard... Diane Dufresne chante : "Le Québec reprend son air... Il n'y a pas de date pour la liberté". A Montréal, 25.000 personnes au stade olympique pour un match de base-ball avec les Expos : silence durant l'hymne américain, huées pendant l'O Canada.

Chrétien à Calgary

24 JUIN : Message du Premier ministre canadien Brian Mulroney aux Québécois : "Je partage de tout cœur la déception des Québécois devant ce rendez-vous manqué. Je m'engage à continuer à travailler à réaliser l'unité du pays et à redonner au Québec sa place légitime dans la fédération".

A Québec, rencontre Robert Bourassa-Konrad Sioui, chef régional de l'Assemblée des premières nations. "On ne corrige pas une injustice par une autre injustice" dit le Premier ministre québécois. Pour le chef huron, "il est allé trop loin en tentant de culpabiliser les

autochtones pour l'échec de négociations dont ils ne furent jamais partie".

A Calgary, Jean Chrétien, "le petit gars de Shawinigan", ancien ministre de Trudeau, est élu chef du parti libéral fédéral. "Il ne faut pas perdre espoir ; nous avons un gouvernement à défaire et un pays à rebâtir" dit-il. Deux députés Québécois fédéraux démissionnent aussitôt, Jean Lapierre (Shefford) et Gilles Rocheleau (Hull) : "c'est un traître au Québec, des milliers de libéraux du Québec ne se sentiront plus chez eux au PLC". Bourassa réagit aussi : "Le temps est terminé où, en affrontant les revendications légitimes des Québécois, il pourra se faire du capital politique au Canada anglais".

La St-Jean à Montréal

25 JUIN : Décalé d'une journée en raison du temps, le défilé de la Saint-Jean draine plus de 200.000 personnes et une forêt de drapeaux bleus et blancs. "Tous et toutes avaient le même mot à la bouche : fierté" titre "La Presse". Le soir à l'île Sainte-Hélène, ils étaient "101.000 aux portes du pays" selon Michel Rivard. La foule clame : "un pays, un pays, un pays".

26 JUIN : Gil Rémillard annonce la mise à l'étude d'une Constitution du Québec "en fonction d'un nouveau lien fédératif". Le congrès de la CEQ (Centrale des enseignants du Québec) se prononce "en faveur de l'indépendance nationale" ; pour Lorraine Pagé, la présidente de la CEQ, "nous avons perdu dix ans, nous n'en perdrons pas dix autres". Mêmes discours des dirigeants de la CSN et de la FTQ.

Bourassa-Parizeau

27 JUIN : La ministre fédérale de la justice Kim Campbell, à la chambre des Communes d'Ottawa : "Il n'y a aucune obligation légale pour le gouvernement du Canada de tenir compte des résultats d'un référendum tenu au Québec".

28 JUIN : Le parti libéral du Québec annonce un nouveau programme constitutionnel pour mars 1991, "et le peuple décidera". Jacques Parizeau, chef du parti québécois, réclame des Etats généraux et souhaite un référendum avant un an. Les villes de Québec, Longueuil, Hull, Chicoutimi, etc, annulent les fêtes prévues le 1^{er} juillet pour la fête du Canada.

29 JUIN : Bourassa et Parizeau décident la création d'une commission parlementaire élargie et non partisane sur l'avenir constitutionnel du Québec, chargée d'émettre des recommandations fin 90 ou début 91. Ils insistent "sur la portée historique de leur entente" au cours

à l'autodétermination

d'une conférence de presse conjointe. Accord du Conseil du patronat du Québec.

30 JUIN : la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec, 400.000 membres) estime dans une page de publicité que "le temps de la souveraineté est venu".

Elisabeth II à Ottawa

1^{er} JUILLET : La reine Elisabeth II est acclamée à Ottawa après une visite dans l'Ouest canadien. "Je souhaite que les Canadiens s'unissent et demeurent ensemble au lieu d'insister sur des différences qui ne pourront que jeter de nouvelles semences de division". Elle fait une incursion de 19 mn à Hull malgré le boycott des élus locaux ; un millier de nationalistes québécois lui tournent le dos avec des pancartes "mon vrai pays c'est le Québec". De l'autre côté de la rue, des fédéralistes brandissent le drapeau canadien.

3 JUILLET : Dans une entrevue au "Times", Robert Bourassa estime que "c'est vers le modèle européen que le Canada doit maintenant se tourner pour trouver un nouvel arrangement qui permettra au Québec de redéfinir sa place au sein de la fédération canadienne".

Lucien Bouchard, ancien ministre démissionnaire de Mulroney, rencontre Robert Bourassa et fera partie de la commission constitutionnelle. Dans une chronique au "Devoir", l'ancien ambassadeur à Paris plaide pour un "bloc québécois" à Ottawa : "le rêve québécois se porte infiniment mieux que le rêve canadien".

4 JUILLET : Selon un sondage Léger-Léger-Journal de Montréal-Télé Quatre Saisons (1.004 sondés du 27 au 30 juin), 70 % des Québécois contre 23 % sont favorables à "un pays distinct" ; 62,2 % pour "la souveraineté" contre 20,6 %.

10 JUILLET : Bourassa et Parizeau souhaitent que le président de la commission constitutionnelle ait "un profil économique" mais sont en désaccord sur le nom. Bourassa appuierait Michel Bélanger, président de la Banque nationale, et Parizeau Jean Campeau, président de Domtar après avoir dirigé jusqu'en mai dernier la Caisse de dépôt et placement du Québec.

29 JUILLET : A Pointe-au-Pic, Brian Mulroney affirme qu'il "ne laissera pas le gouvernement québécois redéfinir à lui seul l'avenir de la fédération canadienne".

Un absent à Winnipeg

30 JUILLET : Robert Bourassa confirme qu'il n'y aura aucun observateur québécois à la conférence annuelle des Premiers ministres le 13 août à Winnipeg.

5 AOUT : Six des dix membres de l'exécutif des jeunes libéraux fédéraux du Québec démissionnent, refusant "le bon vieux fédéralisme" de Chrétien.

12 AOUT : A Winnipeg, les premiers ministres provinciaux du Canada se réunissent, pour la première fois depuis 30 ans, sans le représentant québécois. David Peterson

(Ontario) envisage de contester devant les tribunaux toute entente bilatérale Québec-Ottawa.

13 AOUT : Score massif (plus de 66 %) pour le candidat du "Bloc québécois" dans l'élection partielle de la circonscription montréalaise fédérale Laurier-Ste Marie, depuis 50 ans détenue par un libéral. Syndicaliste CSN et fils du comédien Jean Duceppe, Gilles Duceppe distance le libéral (18 %), le NPD (8 %) et le conservateur (4 %).

Bélanger - Campeau

14 AOUT : La chambre de commerce du Québec jusqu'ici farouchement fédéraliste, se dit "prête à accueillir favorablement le choix final et démocratique de la population du Québec, quel qu'il soit". Après consultation de ses 230 chambres affiliées, son comité spécial sur les affaires constitutionnelles soumettra ses conclusions à la commission parlementaire élargie.

22 AOUT : Entente entre le gouvernement Bourassa et l'opposition péquiste pour une coprésidence Michel Bélanger-Jean Campeau.

25 AOUT : Brian Mulroney, devant les députés conservateurs québécois réunis à Gaspé, annonce pour l'automne une consultation nationale sur la Constitution canadienne, sous forme de groupe de travail.

4 SEPTEMBRE : L'Assemblée nationale du Québec vote une loi créant une commission extraordinaire sur l'avenir politique du Québec.

Georges POIRIER ■

Une commission sur l'avenir

"Etudier et analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et formuler, à cet égard, des recommandations". Tel est le mandat, bref et précis, de la commission parlementaire élargie sur l'avenir du Québec, créée par une loi du 4 septembre.

Cette loi est assortie d'un préambule avec plusieurs principes qui serviront de lignes directrices aux travaux de la commission. Le premier principe reconnaît le droit des Québécois à l'autodétermination : les citoyens du Québec "sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel". Les autres principes rappellent que la langue française est la langue officielle du Québec et insistent sur le respect des droits de la communauté anglo-québécoise et le maintien de la spécificité des autochtones.

La commission compte 36 membres dont, fait sans précédent, 14 ne sont pas députés. Deux personnalités économiques, non élues, assurent la co-présidence.

Choisi par Robert Bourassa, Michel Bélanger, 61 ans, préside le conseil de la Banque nationale. Il fit d'abord carrière dans la fonction publique québécoise et conseilla René Lévesque pour la nationalisation d'Hydro-Québec en 1962. En 1973, il devint président de la Bourse de Montréal puis de la Banque provinciale et de la Banque nationale.

Choisi par Jacques Parizeau, Jean Campeau, 58 ans, a lui aussi fait carrière dans la fonction publique québécoise et fut sous-ministre adjoint aux finances. Il a présidé durant dix ans la Caisse de dépôt et placement du Québec. Depuis juin, il est à la tête de Domtar.

La commission compte dix-neuf députés : dix libéraux (dont Robert Bourassa), sept péquistes (dont Jacques Parizeau), et deux représentants du Parti Égalité (dont le chef Robert Libman mais sans droit de vote). Il y a aussi trois députés fédéraux : un conservateur, un libéral et un du Bloc québécois (Lucien Bouchard). S'y ajoutent deux élus municipaux, quatre personnes du milieu des affaires, quatre syndicalistes, un représentant des coopératives et un du milieu culturel.

Des critiques ont été émises sur la composition de la commission. Pour la CSN, Gérard Larose a regretté l'absence de représentants des autochtones et des communautés culturelles. Lise Bissonnette, la directrice du "Devoir" a dénoncé le culte aveugle de l'économisme et suggéré que les milieux intellectuels et culturels créent leur propre commission.

Des audiences publiques, télévisées, ont lieu cet automne dans toutes les régions. Audiences et études devront être terminées fin décembre. Le rapport de la commission devra être remis à l'Assemblée nationale au plus tard le 28 mars 1991.

POLITIQUE

Un "Bloc québécois" à Ottawa

Lucien Bouchard, qui a démissionné en mai du gouvernement Mulroney et quitté le groupe conservateur en raison de l'évolution du dossier Meech, a pris la tête, fin juillet, d'un "Bloc québécois" à la chambre des Communes d'Ottawa.

Derrière l'ancien ministre, député fédéral du lac Saint-Jean et ancien ambassadeur du Canada à Paris, le leader parlementaire est Jean Lapierre, député de Schefford (ex-libéral). Ils ont été rejoints par Gilles Rocheleau (ex-libéral de Hull) et cinq députés (ex-conservateurs) : Gilbert Chartrand (Verdun-St Paul), François Gérin (Mégantic-Compton), Nic Leblanc (Longueuil), Louis Plamondon (Richelieu), Benoît Tremblay (Rosemont).

Autre renfort spectaculaire, celui de Gilles Duceppe élu avec 66 % des voix le 13 août dans un quartier de Montréal (Laurier-Ste Marie).

Dans leur "manifeste" du 25 juillet, les députés du "Bloc québécois" proclament que leur "allégeance nationale est québécoise". Ils entendent "promouvoir la souveraineté" du Québec et considèrent "l'Assemblée nationale du Québec comme étant en droit et en fait l'institution démocratique suprême du peuple québécois". Ils demeurent à la chambre d'Ottawa pour être les "porte-parole" de la "démarche amorcée pour définir un Québec nanti de la plénitude de ses attributions". Ils veulent aussi faire "respecter par les institutions fédérales le droit à l'autodétermination du peuple québécois" et le faire bien comprendre par l'ensemble du Canada. Ils préconisent enfin "la démocratie de participation", se prononcent contre toute discrimination "tout en affirmant un préjugé favorable envers les plus démunis", et prônent la liberté de vote en Chambre.



Remaniement ministériel

Après la démission d'Yves Séguin, ministre du Revenu, en désaccord sur la TPS, Robert Bourassa a remanié son gouvernement le 5 octobre. Dix ministres ont changé de poste. Principaux changements : Claude Ryan (Education) passe à la Sécurité publique - affaires municipales et application de la charte de la langue française ; Michel Pagé (Agriculture) à l'Education ; Yvon Picotte (Affaires municipales) à l'Agriculture ; Lucienne Robillard (affaires culturelles) à l'Enseignement supérieur ; Liza Frulla-Hébert (Communications) aux Affaires culturelles ; Christos Sirros (Santé) aux affaires autochtones, etc. Un nouveau ministre : Lawrence Cannon, ancien vice-président de l'Assemblée, aux Communications. Un nouveau ministre : les Forêts pour Albert Côté.

Des Municipales le 4 novembre

L'an dernier, un millier de municipalités (sur 1502) avaient choisi leurs édiles. Parmi elles, Québec (avec l'arrivée de Jean-Paul l'Allier comme maire), Laval, Chicoutimi, Granby (voir revue n° 75). Cette année, les électeurs de 256 municipalités sont appelés aux urnes le 4 novembre.

A Montréal, le maire Jean Doré semble assuré, selon tous les journaux, de conserver le pouvoir pour un second mandat avec son équipe du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM). En face, l'opposition est dispersée dans cinq formations : le Parti civique fondé par l'ancien maire Jean Drapeau il y a

30 ans et qui est aujourd'hui dirigé par Nicole Gagnon-Larocque conseillère de 1978 à 1986 ; le Coalition démocratique dirigée par P.Y. Melançon et formée par quatre conseillers dissidents issus de l'aile radicale du RCM ; le Parti municipal de Alain André avec des conseillers déçus de divers horizons, un parti écologique et un parti bidon "l'Éléphant blanc".

Des scrutins ont lieu aussi dans vingt villes de plus de 20.000 habitants, où s'appliquent les règles québécoises du financement des partis politiques. Parmi elles : Baie-Comeau, Lévis-Lauzon (première élection après la fusion), Longueuil, Rimouski, Rouyn-Noranda, Shawinigan, Sherbrooke, Trois-Rivières, Victoriaville.

Des partis municipaux apparaissent, pour la première fois, à Sherbrooke et Trois-Rivières. Là, le maire sortant Gilles Beaudoin, 70 ans, passe la main après vingt ans de pouvoir ; quatre candidats se disputent le siège. A Rimouski, Philippe Michaud se retire après douze ans de mairie, ce qui entraîne un duel entre deux hommes d'affaires.

A Hull, les élections ont été repoussées d'un an, en novembre 1991, par une loi spéciale, pour coïncider avec celles des villes d'Aylmer et Gatineau. Il existe un projet de fusion entre les trois villes ; un référendum pourrait avoir lieu au printemps prochain.

■ **Le Parti Indépendantiste** n'existe plus. Son accréditation lui a été retirée par le directeur des élections le 15 juin, faute de chef, de représentant officiel et de rapport financier. Il avait été créé en août 1985 par des mécontents du PQ, notamment Denis Monière et Gilles Rhéaume. Ses douze candidats, en 1989, n'avaient obtenu que 4.600 voix.

■ **Les voisins de l'Ontario** ont changé de gouvernement le 6 septembre avec la victoire, historique, du Nouveau parti démocratique (74 sièges sur 130). Bob Rae, 42 ans, est devenu Premier ministre à la place du libéral David Peterson, 47 ans, battu dans sa circonscription.

SOCIÉTÉ

■ **Allo Montréal ?** La ville avait déjà treize bureaux de renseignements ouverts de 9h à 18h dans les quartiers. "Accès Montréal" c'est aussi trois lignes de téléphone (renseignements généraux, finances, travaux) accessibles de 7h à 23h en français et anglais (plus un bureau interculturel en sept langues). Suivi des appels assurés dans les 48 h. Ce service de 50 personnes coûtera cette année 1,6 million de dollars.

■ **Finis les appels anonymes.** Bell Canada va offrir une option permettant aux abonnés de visualiser le n° du poste qui appelle. Implantation à Québec, Hull et Ottawa cette année, puis Montréal et Toronto en 1991.

■ **Une réforme de l'aide sociale** québécoise est entrée en vigueur le 1^{er} août. Malgré les protestations du front commun des assistés sociaux, quelque 83.000 bénéficiaires ont vu leurs prestations diminuer, une distinction étant maintenant faite entre ceux qui sont aptes au travail et ceux qui ne le sont pas.

■ **Les automobilistes paieront** la moitié de la facture de 1,7 milliard de dollars prévus pour réparer d'ici 1995 le réseau routier délabré. Les quatre millions d'automobilistes ont vu ainsi fin juin le permis de conduire augmenter de 11 à 20 dollars par an. Parmi d'autres hausses annoncées celle des plaques également.

COMMUNICATION

■ **Elle-Québec** a bien passé le cap de la première année avec une diffusion mensuelle de 50.000 exemplaires (dont 17.000 abonnées). Avant-dernier né des dix-sept magazines "Elle" publiés dans le monde, l'édition québécoise se veut un "magazine des modes de vie et non uniquement de la mode".

ECONOMIE

■ **Le logiciel québécois** a désormais un centre de promotion, qui ouvre cet automne dans les locaux du Téléport de Montréal. Objectifs : mettre en valeur les entreprises québécoises et accroître la visibilité des produits de langue française.

■ **Air Canada** construit près de l'aéroport de Dorval, sur l'île de Montréal, un centre de formation. A partir de 1991, près de 500 pilotes du Canada et de l'étranger y suivront des cours.

■ **Bombardier** (plus de 2.000 milliards de dollars de chiffre d'affaires après le rachat de la société française ANF-Industries) a émis 7,5 millions d'actions (valeur : 150 millions de dollars) qui ont été vendues jusqu'en Europe.

■ **Steinberg**, géant de l'alimentation, racheté il y a un an par Michel Gaucher (Socnav) avec 1,6 milliard de dollars de dettes, les a réduites en cédant 1,3 milliard d'actifs par la vente de la filiale ontarienne Miracle Food Mart, la filiale immobilière Ivanhoé, les sucres Lantic, le club Price, etc.

■ **L'aluminerie Alouette** ouvrira bien en juin 1992 à Pointe-Noire près de Sept-Îles. Mais le projet, autour de 1,4 milliard de dollars (avec des partenaires européens et japonais), a été revu à la baisse. Il y aura 600 emplois, 10 % de moins que prévu.

■ **Québecor** (produits forestiers, imprimeries, éditions) compte 60 filiales et 6.000 salariés au Canada (et 179 filiales aux USA). C'est l'une des dix plus grandes sociétés canadiennes à obtenir l'approbation fédérale pour son "plan d'équité" en matière d'emploi des femmes, des autochtones, des minorités visibles et des handicapés.

■ **Le salaire minimum québécois** a été porté, le 1^{er} octobre, de 5 à 5,30 dollars l'heure. Pour les travailleurs à pourboire, il est passé de 4,28 à 4,58. Cette hausse de 6 % (inflation : 5,3) touche 153.000 personnes. Environ 7 % de la main d'œuvre québécoise est payée au salaire minimum, pour moitié dans les hôtels, les restaurants et les commerces de détail.

■ **La fidélisation commerciale** électronique a été lancé en septembre par le groupe Vidéotron avec le "Club multi-points", dans la région de Chicoutimi. La carte à mémoire a été conçue par la société française Ibsi Electronique qui va faire un essai cet automne à Orléans.

GENS DU PAYS

Martial Asselin lieutenant-gouverneur

■ Depuis 1988 président de l'AIFPLF (Assemblée internationale des parlementaires de langue française), le sénateur canadien Martial Asselin a été nommé, pour cinq ans, lieutenant-gouverneur du Québec. Il a prêté serment le 9 août à l'Assemblée du Québec et succède à Gilles Lamontagne.

Agé de 66 ans, avocat de formation, Martial Asselin a été maire de La Malbaie de 1957 à 1963, député fédéral de Charlevoix en 1958 et ministre des forêts en 1963 sous le règne

de Diefenbaker. Nommé à 48 ans sénateur par P.E. Trudeau, en 1972, il devint ministre responsable de l'ACDI dans le bref gouvernement Clark en 1979.

Le 25^e lieutenant-gouverneur du Québec entend se consacrer à la condition des personnes âgées et à la lutte contre l'alcool et la drogue.

Son successeur à la tête de l'AIFPLF sera élu l'an prochain lors de l'assemblée prévue à Ottawa.

■ **Yves Laforest**, 34 ans, sera le premier Québécois à tenter l'ascension de l'Everest en février 1991 avec cinq Américains.

■ **Charles Bronfman** (Seagram, Les Expos) arrive en tête des fortunes québécoises avec 2,4 milliards de dollars. Suivent Paul Desmarais (Power Corporation, La Presse), André Chagnon (Vidéotron), Georges Petty (Papeteries Repap).

■ **Lise Bissonnette** a été nommée directrice du "Devoir" à la mi-juin après la démission de Benoit Lauzière, en poste depuis août 1986 et qui faisait face à une baisse du quotidien montréalais. Entrée au "Devoir" en 1974, Lise Bissonnette y fut éditorialiste et rédactrice en chef jusqu'en 1986.

■ **Yvon Lamarre**, longtemps proche de Jean Drapeau à la mairie de Montréal, devenu vice-président d'une cimenterie, a été nommé éditeur du "Journal de Montréal" par Pierre Pélaudeau, PDG de Québecor.

■ **Jack Tietoman**, créateur en 1947 de CKVL, radio de Verdun qui a fait beaucoup pour la chanson francophone et a ouvert le premier bureau à Paris, passe la main à deux jeunes hommes d'affaires Pierre Beland et Pierre Arcand.

■ **Francine Fournier** est arrivée en septembre à Paris comme n° 3 de l'UNESCO. Ex-présidente de la commission des droits de la personne du Québec, elle était depuis 1985 responsable à Ottawa de la commission canadienne pour l'UNESCO.

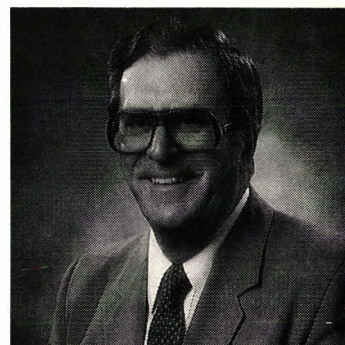


Photo John Evans

■ **Fernand Labrie**, directeur de la recherche au centre hospitalier de l'Université Laval, professeur de physiologie, est le chercheur le plus cité au Canada, avec près de 650 publications à son actif.

■ **Denis de Belleval**, ministre des transports du gouvernement Lévesque de 1979 à 1981, licencié l'an dernier de son poste de président de Via Rail, a été nommé administrateur général de la ville de Québec.

■ **Jean-Claude Delorme**, ancien président de Télélobe et ex-haut fonctionnaire fédéral, a été nommé pour dix ans président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, société d'état qui administre le bas de laine des Québécois (35 milliards de dollars d'actifs dans de nombreuses sociétés).

■ **Maurice Custeau** est décédé le 19 août à 74 ans. Conseiller de Montréal de 1951 à 1954, il fut député de 1956 à 1962 et ministre dans les gouvernements Duplessis et Barette. En 1969, il fonda Loto-Québec qu'il dirigea jusqu'en 1976, avant de présider "le Journal de Montréal" et "le Journal de Québec" jusqu'en 1985.

■ **Françoise Bertrand**, présidente de Radio-Québec, a été nommée présidente du consortium TV5 Québec-Canada qui regroupe quatre sociétés publiques et cinq privées.

■ **Jean-Claude Rondeau**, 54 ans, proche conseiller du ministre de l'Éducation Claude Ryan, a été nommé président de l'Office de la langue française.

■ **Pierre-Etienne Laporte**, 55 ans, ancien président de l'OLF depuis 1987, devient président du Conseil de la langue française, à la place de Pierre Martel retourné à l'université de Sherbrooke.

LANGUE

Un dictionnaire québécois ?

■ D'ici la fin du siècle, il y aura-t-il un dictionnaire de la langue française québécoise ? L'idée fait son chemin. En mai dernier, le Conseil de la langue française a fait deux recommandations au gouvernement : la création d'un fonds québécois de données linguistiques et la rédaction d'un grand dictionnaire du français québécois.

Début août, dans son rapport, le président sortant du Conseil, Pierre Martel, a repris l'idée comme l'un des enjeux importants de l'avenir du français au Québec. Il estime que, si le français du Québec correspond pour l'essentiel au français dit international, il doit aussi refléter, par des marques particulières, la réalité américaine et québécoise. Il s'agit aussi de consolider tous les gestes posés depuis vingt ans pour la promotion de la langue française. Un dictionnaire aurait ainsi l'avantage, pour les Québécois de souche ou arrivant, de s'identifier plus facilement à la langue.

Un tel projet pourrait être réalisé en dix ans. Le dictionnaire serait constitué à partir des dictionnaires Larousse et Robert en y puisant quelque 40.000 mots. S'y ajouteraient environ 5.000 mots ou expressions typiquement québécois mais néanmoins rigoureusement français. Il y a déjà la formidable banque de mots et de termes de l'Office de la langue française, forte de 800.000 inscriptions.

L'été des Indiens

Onze semaines de conflit aigu à Oka et Kahnawake. La crise amérindienne aura marqué l'été québécois. Certaines cicatrices seront longues à se refermer.

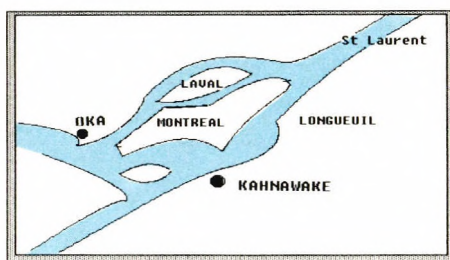
Au Québec, les autochtones, ces "maudits sauvages" comme on les appelle fraternellement Bernard Clavel, seraient 50.000 : 5.000 Inuit disséminés dans treize villages du Nouveau Québec et 45.000 Amérindiens, de neuf "nations" différentes, répartis dans 39 "réserves". Des situations souvent guère enviées. Elles ne se régleront pas simplement à coups de dollars et d'exonération de taxes. Trop de réserves assistées souffrent d'une oisiveté désabusée. Trois fois plus de délinquance, quatre fois plus de chômage, dix fois plus de suicide. Et une culture meurtrie jusqu'à l'oubli de la langue, comme chez les Hurons.

Des progrès, il y en a. Par une scolarisation plus grande, une natalité plus forte et, surtout, une revendication plus vive des droits ancestraux reconnus par la Cour suprême du Canada depuis 1973. La phase I de la Baie James a donné lieu à des ententes compensatoires avec les Cris, les Inuit et les Attikameks ; une manne réinvestie dans les entreprises autochtones. Mais, si les Inuit ont élu l'Assemblée constituante du "Nuvavik" au nord du 55^{ème} parallèle, quatre conférences constitutionnelles, de 1983 à 1987, ont déjà échoué sur le droit à l'autonomie gouvernementale des autochtones. Et, depuis des décennies, s'éternisent d'inextricables discussions territoriales.

Un défi armé

L'affaire d'Oka est donc plus que symbolique. En cause : l'extension du golf municipal sur des terres réclamées par les Mohawks de Kanesatake. Barricadés depuis mars, ils repoussent le 11 juillet l'assaut de la Sureté du Québec : un policier tué. Dans tout le Canada, s'élèvent des barrages amérindiens. Le plus spectaculaire : celui du pont Mercier à Montréal, bloqué par les Mohawks de Kahnawake qui obligent des milliers de banlieusards à de longs détours. Surtout, 10.000 personnes (dont 2.000 Mohawks) des régions d'Oka et Chateauguay sont évacuées de chez elles plusieurs semaines. Le Canada a bien racheté les terres destinées au golf, à un Poitevin notamment, mais les négociations achoppent. A la mi-août, Robert Bourassa fait appel à l'armée canadienne. Elle obtiendra le démantèlement des barricades et, le 26 septembre, la reddition des derniers "Warriors".

Ce défi armé de guerriers masqués a vraiment ébranlé les sociétés québécoise, canadienne et



Infographie P. Cavalli

autochtone. Tous les Amérindiens d'abord refusent d'être confondus avec la faction des Warriors, souvent venus des USA. Des "terroristes" disaient en mai les chefs de bandes après une bataille fratricide (deux morts) dans la réserve canado-américaine d'Akwesasne. Soupçonnés de nombreux trafics, les Warriors y ont chassé d'autres Mohawks et ouvert côté américain des casinos où se précipitent... des autobus nolisés de Québécois. Aussi, derrière la revendication de "souveraineté" se cacheraient des objectifs moins louables. Comme la volonté d'implanter des casinos dans les réserves proches de Montréal.

Peu à peu, l'opinion québécoise s'est posée des questions. Sur la "société des droits" mais aussi "l'état de droit". D'autant que des Mohawks étaient tabassés par des Warriors et des maisons saccagées. L'angélisme de certaines sympathies unilatérales a été mal com-

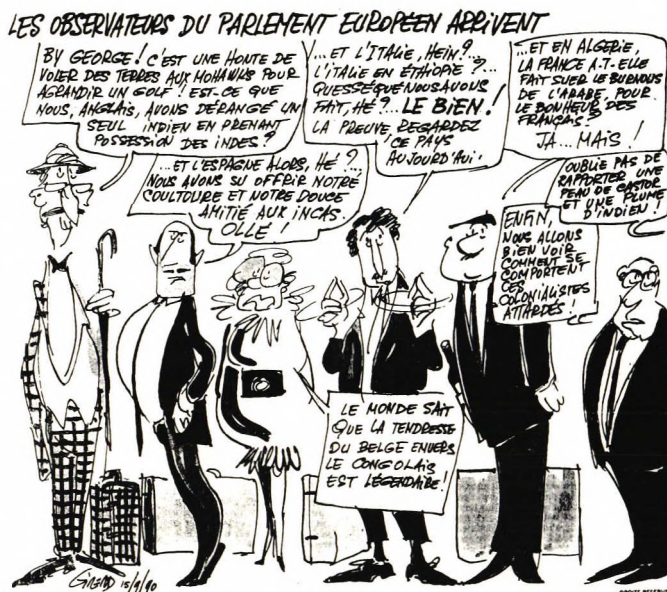
pris, comme celles de Mgr Tutu ou du pasteur Jackson. Ou encore la présence d'observateurs de la fédération internationale des droits de l'homme (dont sept Français). Sévèrement commentée aussi la résolution critique du Parlement européen (50 députés présents...).

Néanmoins, une certaine réputation canadienne a été écornée. Brian Mulroney, tout en condamnant le "terrorisme" des Warriors, a admis qu'il restait beaucoup à faire pour améliorer la vie des autochtones et leur faire retrouver leur "dignité". Ce pays multiculturel a aussi vu avec effroi des flambées racistes de "sauvages blancs" autour de Kahnawake.

Surgissent encore des interrogations sur le comportement de la Sureté du Québec et le recours, en plein débat souverainiste, à une armée canadienne fort habile. Enfin l'appui francophobe des anglo-canadiens aux Mohawks a réveillé de vieux préjugés : le nationalisme québécois mènerait au racisme et à l'oppression des minorités !

Cela dit, le Québec, en quête d'autodétermination, va devoir cohabiter avec le même désir des autochtones. La phase II de la Baie James, récusée par les Cris, sera un test. Elle semble bien finie la soumission aux règles du jeu des Blancs. Quatre Hurons qui, en infraction avec la loi sur la protection des parcs, avaient coupé des arbres et fait un feu, ont saisi la Cour suprême : fin mai, elle a validé un traité de 1760 leur assurant le libre exercice de leurs rites et coutumes. Le poids de l'histoire et le choc des cultures.

Georges POIRIER ■



Regard de "La Presse" québécoise sur le vote du Parlement européen

Francophonie

Le développement de la francophonie reflète celui des lettres québécoises. Nous avons indiqué, dans cette revue, quelques uns de ses aspects les plus significatifs. Il traduit souvent les efforts d'ouvriers qui tirent la leçon de leurs expériences. Ainsi Jean-Louis Roy, à la veille de quitter ses hautes fonctions de délégué général du Québec pour devenir secrétaire général de l'Agence de Coopération culturelle et technique, trace les grandes lignes dans lesquelles il devrait agir. Ou Stélio Farandjis, Secrétaire Général du Conseil international de la langue française, coiffe son étude d'un sous-titre caractéristique : "Francophonie et humanisme".

La francophonie ne se limite d'ailleurs pas au Québec : c'est à l'Université d'Aix-Marseille qu'enseigne Robert Chaudenson, maître incontesté des études créoles, et à Paris (Editions de l'Harmattan) qu'il publie son plus récent ouvrage, "Vers une révolution francophone". Il ne commet pas l'erreur de confondre le créole avec le franglais : il s'agit de problèmes bien différents. Ce terme se résume à dire que la révolution de 1789 a été réalisée dans une optique unitaire et devrait être renforcée par l'appui des dialectes. Notre langue ne saurait qu'y gagner.

Les mouvements francophones trouvent d'autres limites dans le temps. Ainsi s'explique

un regain de curiosité pour la littérature québécoise du dix-neuvième siècle. Il ne s'agit plus de la recenser, mais de marquer sa place dans un ensemble. N'oublions pas qu'il s'agit d'une littérature encore débutante et que son exemple à sa grande part de responsabilité dans la léthargie des âges suivants. C'est ainsi que vient d'être rééditée "La Légende d'un Peuple" de Louis Fréchette.

La turbulente Nicole Brossard, de son côté, joue au chef d'école à grand renfort, entre autre, dans ses "Installations" (Ecrit des Forges) de vers sans rime et de phrases sans ponctuation. Et Anne Hébert ne cesse pas de nous surprendre. Nous l'avons d'abord connu comme un des meilleurs poètes contemporains. Puis elle a renouvelé le roman en élargissant son aspect créateur. Et maintenant elle revient au théâtre. Elle s'inspire d'un épisode que relate Bonaventure des Périers : l'exil d'un couple d'amoureux, relégué dans une île déserte pour avoir résisté au gouverneur Roberval. Lui reprochera-t-on son retour aux sources et le choix d'un sujet déjà traité auparavant ? Evoquons plutôt une légende et sachons reconnaître ici le même élan poétique que dans l'ensemble de son œuvre.

Auguste VIATTE ■

Alice Parizeau n'est plus



Photo Kéro

L'une des grandes figures de la littérature québécoise, Alice Parizeau, s'est éteinte le 30 septembre à l'âge de 60 ans, des suites d'un cancer.

Native de Pologne, l'épouse du chef du Parti québécois a su marquer le courant intellectuel du Québec, tout en témoignant de ses origines. L'écrivaine a vécu le drame d'une enfance marquée par la guerre. Résistante emprisonnée dans les camps nazis en Allemagne, Alice Poznanska avait quitté la Pologne pour venir étudier à Paris avant d'émigrer au Québec où elle épousa Jacques Parizeau en 1956. Madame Parizeau avait reçu en 1982 le premier Prix européen de l'Association des écrivains de langue française pour son roman "Les lilas fleurissent à Varsovie". En 1987, la romancière fut décorée de l'Ordre du Canada pour ses douze œuvres publiées.

Grande dame à la personnalité chaleureuse, Alice Parizeau, en plus d'être une criminologue remarquable, écrivait avec son cœur pour témoigner des grandes causes, dont la cause souverainiste. Le Québec littéraire vient de perdre l'une de ses grandes romancières. Mais l'œuvre d'Alice Parizeau se poursuit puisqu'elle a fini de corriger il y a deux mois, les épreuves de son dernier roman qui paraîtra bientôt.

Denise PAQUETTE ■

ŒUVRES

- Les militants*. Ed. du Cercle du Livre de France, 1974.
- Ces jeunes qui nous font peur*. Ed. Ferron, 1974.
- Les lilas fleurissent à Varsovie*. Ed. Tisseyre, 1981.
- La charge des sangliers*. Ed. Tisseyre, 1982.
- Blizzard sur Québec*. Ed. Québec-Amérique, 1987.
- Nata et le professeur*. Ed. Québec-Amérique, 1988.

Rentrée

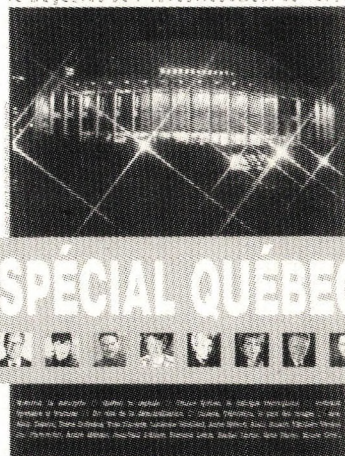
La rentrée littéraire est florissante cet automne au Québec. D'abord le retour de Réjean Ducharme, l'auteur de "L'Avalée des avalés", qui n'avait pas publié de roman depuis "les Enfantomes" en 1976. Il joue toujours sur les mots avec "Dévadé" (Gallimard) paru en octobre.

Ce mois d'octobre, qui a marqué l'histoire québécoise depuis une certaine crise d'octobre 1970, a inspiré, vingt ans après deux auteurs. Louis Caron, auteur de "L'Emmitouflé" et "le Canard de bois" propose "Le coup de poing" (Boréal, Le Seuil). Pierre Turgeon a intitulé son roman "Octobre" (Libre expression).

Parmi les nouveautés de cette rentrée, de grands auteurs comme Antonine Maillet avec "L'Oursiade" (Leméac) ; Francine Noël avec "Babel Vertige" (VLB) ; Doris Luissier avec "Philosofolies" ; Noël Audet avec "Ecrire de la fiction au Québec" (Québec-Amérique) ; Pierre Bourgault avec "Maintenant ou jamais" (Stanké) ; Solange Chaput-Rolland avec le "Le tourment et l'apaisement" (Libre Expression).

Deux pièces de théâtre à signaler : "La maison suspendue" de Michel Tremblay (Leméac) et "Votre fille peuplesse par inadvertance" de Victor Lévy-Beaulieu (VLB).

hexaméron



Magazine de l'investissement culturel, la revue française "Hexaméron" publie un numéro spécial sur l'investissement culturel au Québec. Pour la première fois, une équipe de journalistes français questionne les responsables politiques et acteurs culturels pour un bilan de l'investissement culturel au Québec, sur fond de relations bilatérales : Alain Decaux, Diane Dufresne, Yves Navarre, Lucienne Robillard, Anne Hébert, Alain Simard, Luc Plamondon, Rachel Lortie, René Rozon, Kathleen Verdon, Fernand Leduc, André Maltais, Jean-Paul L'Allier...

Ce numéro de 72 pages est vendu 60 FF (Québec : 12 dollars). Frais d'envoi inclus. Commande et règlement à adresser à : Hexaméron Magazine, 10 rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. (1) 43.55.18.63. Au Québec : Globe Art 1558 bd St Joseph Est, bureau 4, Montréal H2J 1M7 Tél. (514) 521.30.69.

PAGES

■ En 724 émissions d'Apostrophes, Bernard Pivot n'a reçu que huit auteurs québécois ou acadiens, bien que l'émission ait été diffusée par TVFQ puis TV5 au Québec depuis 1979. Et encore, Denise Bombardier et Antonine Maillet furent, chacune, invitées trois fois.

■ La revue "Cap-aux-diamants", consacrée à la vulgarisation de l'histoire du Québec depuis 1985 et paraissant quatre fois par an, a reçu le certificat de mérite de la Société historique du Canada. Cet été, son 22^e numéro racontait l'histoire, les légendes et l'avenir du Saint-Laurent.

■ Catherine Enjolet, auteur de "Rousse comme personne" fut la lauréate littérature des journées Brassens de Sète fin juin, ce qui lui a permis d'effectuer une tournée littéraire cet été en France et en septembre au Québec.

Charlebois de A à Z

Un quart de siècle après la parution de son premier 33 tours, Garou n'a perdu ni son indéfrisable humour ni son plaisir de chanter. Il était en juin à Paris pour présenter un nouvel album, "Dense", ainsi que le réenregistrement, en trois disques compact, de 50 succès (1). Dernier pied-de-nez en date de l'auteur des "Ailes d'un ange", l'annonce de la parution prochaine d'une compilation de ses "pires" chansons.



"Dans les années 70 c'était moi"
(Photo Jean Tholance)

Autour de quelques thèmes-clés, rencontre avec un enfant de 46 ans qui n'arrive toujours pas à se prendre au sérieux.

ARTICLES. - "Disons que je n'ai jamais été satisfait par aucun article, dans aucun journal. On me fait toujours passer pour un sous-Salvator Dali, ou pour un farfelu. Alors que je suis un comique".

CINÉMA. - "J'ai fait des gaffes énormes. Comme rater une journée de tournage où il y avait 200 figurants. Leone (2), lui, m'attendait avec un gun. J'ai eu toutes les chances de réussir au cinéma. Mais c'est pas ma place".

DIEU. - "Vous voulez que je sois un dieu Si vous savez comme je me sens vieux". ("Ordinaire").

ENFANTS. - "Mes deux fils m'ont apporté mille fois plus de grands moments d'émotion que toutes les joies réunies d'une carrière artistique. A côté de ça, les grands concerts de la plaine d'Abraham avec Félix Leclerc et Gilles Vigneault en 1974, c'était de la bière d'épinette".

FORCE DE FRAPPE. - "Qu'est-ce qui t'as le plus frappé la première fois en France ? "Le portier de chez Régine. Un de ses coups de poing a faillie me débarquer la mâchoire. Il faut dire que j'étais un peu saoul et hirsute".

GÉNÉRATION. - "Il y a toujours quelqu'un qui représente mieux sa génération qu'un autre. Dans les années 70, c'était moi. Maintenant il y a plein de choses qui respirent l'intelligence, comme Mitsou (3). C'est à chacun son tour de parler".

HUMILITÉ. - "Je fais humblement mon métier de phénomène".

HUMOUR. - "C'est le complément indispensable de l'intelligence".

INSPIRATION. - "Comment composes-tu tes chansons ? "Assis".

MÉTIER. - "Ce métier-là c'est dangereux Plus on en donne, plus l'monde en veut" ("Ordinaire").

MUSIQUE. - "En fin de compte, qu'est-ce exactement que la musique de Robert Charlebois ? "C'est humblement, simplement et uniquement la meilleure musique au monde".

MUSIQUE (bis). - "Si je n'avais pas la chance de faire de la musique, je préférerais être un drop-out plutôt que "métro-boulot-dodo".

Du rock en français

NEW YORK. - "Les riches dans les tours de verre et les ghettos autour... le Moyen-âge, quoi ! Ça aussi ça va craquer".

PARADIS ARTIFICIELS. - "Ton défaut principal ? "L'alcool". - Ta fleur préférée ? "Le pavot".

PARTI. - "Sans politique et sans parti J'suis déjà parti parti". ("Protest Song").

RACE. - "Des fois chu plus sûr de ma race J'lève mon collet j'me cache la face". ("Qué-Can Blues").

RÉVOLUTION. - "Je me suis rendu compte que la patience, la douceur et la tendresse sont des armes souvent bien plus puissantes".

ROCK. - "Dans les années 60, j'entendais des aberrations du genre : la langue française ne se prête pas à ce genre de musique. C'est parce que personne n'était capable de la chanter, de la faire sonner. J'ai créé du rock original en français, j'ai pas inventé le rock'n roll".

STARS. - "La seule catégorie de gens que je ne peux supporter ? Les vedettes. Surtout celles qui se prennent pour des stars, les êtres moyens qui se croient le nombril du monde parce qu'ils ont un peu de talent".

VARIÉTÉ. - "La définition de la variété se trouve plutôt dans la salle que sur scène. Dans un spectacle rock, les spectateurs sont tous dans le même moule : même âge, même habits... Si tu viens à un de mes shows, tu vas voir des alternatifs, des blousons de cuir, des femmes en manteau de fourrure, des skieurs, des yuppies...".

VIOLENCE. - "Je suis pour toutes les violences, sauf celle du sang".

VOCATION. - "J'ai choisi d'être un chercheur, un pionnier. J'aime les inventeurs. J'aime les créateurs. Ce ne sont jamais eux, hélas, qui profitent de leurs trouvailles".

ZOUK. - "Gauche droite gauche droite Pas politiquer mais zouker C'est zouk là qui guérit nombril". ("Graziella")

propos recueillis par
Jean-Daniel BELFOND

(1) disques WMD. Contact : IES, 97 rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

(2) Sergio Leone, metteur en scène de "Un génie, deux associés, une cloche" (1975).

(3) nouvelle coqueluche du rock québécois.

Références : "Robert Charlebois déchiffré" de Claude Gagnon (Albin Michel, 1974) ; "Chansons d'aujourd'hui" vol. 12, n°1, février 1989.

Radio-Canada sur FR3

Grâce à TV5, les Québécois regardent les journaux télévisés français. Juste retour des choses, la France peut, maintenant, voir un journal télévisé montréalais depuis le 10 octobre sur FR3. Le Québec assure notre réveil à 7h avec la retransmission du "Téléjournal" de Bernard Derome, diffusé la veille à 22h sur Radio-Canada. Une retransmission sur FR3 en léger différé (décalage oblige) 3h après sa diffusion à Montréal.

La fin d'année en chansons

La Communauté des télévisions francophones, que préside Pierre Roy vice-président de Radio-Québec, va enregistrer à la mi-novembre une émission de "valorisation" de la chanson. L'enregistrement se fera à l'Apollo de New-York et la diffusion est prévue le 25 novembre au Québec et avant Noël sur les télévisions d'Europe membres de la CTF.

Au programme, côté québécois : Normand Brathwaite, Diane Dufresne, Kashtin, Carole Laure, Rock Voisine et les danseurs de La La La Human Steps. Côté européen : Stéphane Eicher, Patricia Kaas, Philippe Lafontaine, Maurane, Vanessa Paradis et les groupes Kassav, Nègresses vertes et Mano Négra. La réalisation sera signée des Montréalais Guy Latraverse et Reynal Paré. Budget : un million de dollars.

Une autre émission de fin d'année, "modulaire", sera proposée par la CTF : chaque télévision membre produisant une séquence et emballant ensuite le tout pour diffusion dans son territoire.

SCENES

■ **Le festival "Juste pour rire"** de Montréal envisage dans deux ans l'ouverture d'un musée de l'humour et s'est adressé à l'ONU pour la convocation d'une Assemblée mondiale des créateurs et spécialistes de l'humour. Cette année, la France était représentée au festival par Michel Boujenah et Martine Boeri.

■ **Gabrielle Lazure** est passée de l'écran à la scène. Pour jouer du théâtre et pour chanter. Son premier album, "Out of the blue" (Midnight-Just'in), s'avère intime et romantique. Six titres en anglais et un en français pour cette fille d'un ancien ministre québécois et d'une mère américaine.

■ **Le festival d'été de Québec**, 23^e du nom, a attiré trois millions de spectateurs du 5 au 15 juillet pour les 400 spectacles donnés par 600 artistes de quinze pays.

■ **Les Francofolies de La Rochelle** ont attiré 44.000 spectateurs en juillet et la "scène franco-québécoise" a fait salle comble. Jean-Louis Foulquier reprend du 30 novembre au 10 décembre les Francofolies de Montréal, créées l'an dernier, et y emmène Jean Guidoni et le groupe Indochine.

■ **Luc Plamondon** travaille actuellement avec Catherine Lara à un projet d'opéra rock sur George Sand. Le thème principal servirait de générique aux jeux olympiques d'Albertville.

■ **"La Légende de Jimmy"** est le second opéra-rock de Luc Plamondon et Michel Berger, après "Starmania". Diane Tell est l'une des interprètes dans une mise en scène de Jérôme Savary. Depuis le 22 septembre au théâtre Mogador. Rés. 1.48.78.75.00.

Ils font le cirque !



■ **Le Cirque du Soleil** de Montréal (34 artistes et musiciens) s'est installé le 2 octobre sur la piste du cirque d'Hiver à Paris pour au moins six semaines de représentations (Rens. :

■ **"Hélène"**, la chanson-fétiche de Rock Voisine, a été choisie comme le titre francophone de l'année par les auditeurs de France-Inter, conjointement avec ceux de Belgique, du Canada et de la Suisse.

■ **Charles Dutoit**, directeur de l'orchestre symphonique de Montréal depuis 1977, et sous contrat jusqu'en 1993, assumera aussi la programmation musicale de l'orchestre national de France.

■ **Carole Laure**, après le succès de son disque "Western Shadows", se lance seule sur scène. Un nouveau défi, mis en scène par son compagnon Léwis Furey d'abord en septembre au TNM de Montréal, puis, depuis le 23 octobre, au Bataclan à Paris. En attendant la province. Musique, chorégraphie, énergie assurées.

■ **Carole Lockwell**, la Québécoise, parrainée par Radio-Canada, a reçu le 31 août à Périgueux le prix du plus beau texte francophone, attribué pour la première fois par Radio-France depuis le lancement de son "trophée de la chanson d'expression française".

■ **Les lauréats du "prix international de la chanson francophone"** en juillet à Québec : Papa Wemba (Zaire) prix de l'espace francophone ; Richard Desjardins (Québec) prix de la chanson d'expression française ; Stephan Eicher (Suisse) prix du festival ; Paul Personne (France) prix spécial ; Paul Piché (Québec) spectacle le plus populaire ; Léo Ferré (France) prix hommage.

NOTES

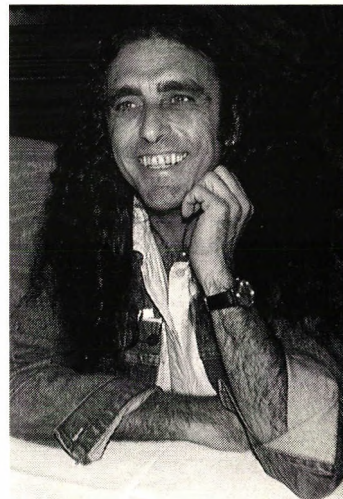


Photo Linda Boucher

■ **Gerry Boulet**, le chanteur de rock québécois est décédé des suites d'un cancer à 44 ans le 17 juillet. De 1971 à 1985, il avait participé à l'aventure du groupe "Offenbach", le plus populaire des groupes québécois, puis avait poursuivi une brillante carrière solo. Son album "Rendez-vous doux" avait été l'un des événements de l'année 1988.

ECRANS

■ **Le grand prix des Amériques** du 14^e festival des films du monde à Montréal a été attribué début septembre à un film péruvien "Tombés du ciel". Co-prix d'interprétation masculine pour le Québécois Marcel Lebeuf dans "Rafales" d'André Mélançon. Prix des Montréalais pour un premier long-métrage au Français Alain Mazars pour "Printemps perdu".

■ **CTL** (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), maison-mère de RTL et de "Télé Star", a créé au Canada, à 50-50 avec le Québécois Denis Héroux, Cinévidéo Plus, société de production. Premier film en cours : "Les Dames Galantes".

■ **"Cyrano"**, le film de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu, a battu en juillet les records d'entrées à Montréal avec 13.200 spectateurs en une semaine. C'est la première fois qu'un film français bat des superproductions américaines.

■ **"Les Aventuriers du timbre perdu"**, du Québécois Rock Demers, est diffusé dans une trentaine de salles à Paris et en province depuis le 24 octobre. Le film destiné au public familial, a remporté, entre autres, le prix des Enfants de l'Europe et le grand prix du public au 7^e festival international du cinéma jeune public de Laon en 1989.

25 ans de diplomatie

Il y a 25 ans étaient signés les premiers accords franco-québécois. Aujourd'hui, pas un domaine n'échappe à cette coopération privilégiée et exemplaire, fleuron de la francophonie. Deux diplomates témoignent.

La diplomatie n'est pas une cabale, ni un hermétisme. Comme la prose de M. Jourdain, on en fait sans le savoir. Le titre est ronflant, le quotidien ne l'est pas. De la diplomatie, on en fait partout. La réussite est au bout de la ligne. Pour la diplomatie québécoise à Paris, tout a commencé il y a trente ans, en 1960.

Passons sur le souvenir d'Édouard Fabre, agent du Québec à Paris à la fin du siècle dernier. L'équipe "du tonnerre" de la Révolution tranquille avait à son programme l'ouverture d'une Maison du Québec à Paris. Le gouvernement libéral sitôt élu, Georges-Émile Lapalme se rend à Paris et obtient un rendez-vous du grand homme qu'il admirait, André Malraux. Ce dernier, avant que son visiteur n'en vienne au sujet de sa visite, lui suggère l'ouverture d'une Maison du Québec à Paris... Mission accomplie. Ce n'est pas sorcier !

La Maison est inaugurée à l'automne 1961, par Jean Lesage, et sa cohorte de ministres et de députés. Grand branle-bas. Jean Lesage est reçu à l'Élysée par le Général de Gaulle, rencontre le premier ministre Pompidou et tout le gratin de l'administration ; il s'incline sur la tombe du soldat inconnu à l'Arc-de-Triomphe, et participe même à une séance de l'Académie française. Visite d'État, quoi !

Trois années passent. Ce qui sera la Délégation générale s'affaire : un Délégué général, un conseiller économique, un conseiller culturel... A l'automne 1964, Jean Lesage revient à Paris une nouvelle fois. Et cette fois, cela bouge. L'Élysée a sûrement donné des ordres. Le statut de la Délégation est enfin réglé : inviolabilité, privilèges et immunités, etc. Le nom du Délégué général n'apparaîtra pas sur la liste diplomatique, mais c'est tout comme. Le grand projet d'un accord sur l'éducation, et sur la création d'une Commission permanente de coopération franco-québécoise, est entériné. L'accord sera signé fin février 1965 par les ministres de l'Éducation, Paul Gérin-Lajoie pour le Québec, Christian Fouchet pour la France. Pour satisfaire, en partie, les susceptibilités du gouvernement fédéral, l'accord sera appelé "entente", et sera chapeauté par un échange de notes "diplomatiques" entre le ministre des Affaires extérieures du Canada, Paul Martin, et l'Ambassadeur de France à Ottawa, François Leduc.

L'"entente" couvre un large territoire, - l'éducation l'est déjà. Mais tout ce qui suivra, et c'est toute la coopération franco-québécoise, relèvera de la Commission permanente, y

compris les suites à donner au second accord, culturel celui-là, de novembre 1965.

La Délégation générale a maintenant pignon sur rue. Déjà, en janvier, le nouveau Délégué général avait été invité à la réception diplomatique offerte par le Président de la République aux chefs de mission accrédités à Paris. Il sera reçu par le Président de Gaulle un peu plus tard, et entre temps par le Ministre des Affaires étrangères, et par le Premier ministre Pompidou. Le Délégué général et ses adjoints, maintenant plus nombreux, sillonnent les ministères, et alimentent l'agenda des Commissions permanentes, - réunion deux fois l'an, - de multiples projets.

Quand vint s'adjoindre, en 1968, l'Office franco-québécois pour la jeunesse à l'action de la Commission permanente, le rythme de croisière de la coopération franco-québécoise s'établit à des dépenses, pour le Québec, de quelque 4 millions de dollars par an. La moitié, en gros, est consacrée à l'OFQJ, et 2 millions de dollars à la coopération dans les domaines culturels, qui inclut la science et la technologie, politique, social et économique (30 % pour ce dernier). Si l'on ajoute l'activité multilatérale, plus récente, - la francophonie -, il faut ajouter quelque 4,5 millions de dollars, dont 2 mil-

lions pour le fonds des Sommets. La coopération est mutuelle et réciproque ; les coûts sont partagés 50-50 ; et chacun y trouve son profit.

En terme de personnel impliqué, on peut compter quelque 1000 personnes par an de chaque côté pour la coopération proprement dite, 1200 bénéficiaires des stages de l'OFQJ, et quelque 600 pour les opérations des Associations France-Québec et Québec-France. La connaissance et la compréhension mutuelles ne peuvent qu'en profiter grandement.

Le coup de pouce

Le gouvernement fédéral, réveillé si l'on peut dire par l'action du gouvernement du Québec, - l'aiguillon québécois - a emboîté le pas au cours des ans. Ses dépenses sont, au multilatéral, de l'ordre de 44 millions de dollars, dont 30 millions aux Affaires extérieures - ACDI (Agence canadienne de développement international), sans compter l'action bilatérale de l'ACDI, dans la francophonie, où les dépenses atteignent les centaines de millions.

Tout ce développement de la coopération franco-québécoise, - l'État et le privé s'appuyant et se relançant l'un l'autre -, n'est pas, dira l'autre, diplomatique québécoise en France. Réponse : La diplomatie, c'est le coup de pouce, bien appliqué, au bon moment. En 1960, rien, ou presque rien, n'existait, et aujourd'hui tout est là et progresse.

Fêterions-nous les 25 ans de coopération franco-québécoise, si, à l'appel du Québec nouveau, la réponse de la France n'avait pas été celle qu'a donnée de Gaulle ? Sans interlocuteur extérieur, le Québec tournait en rond, - *vox clamans in deserto* - et risquait fort de n'aboutir nulle part. C'est là qu'intervient de Gaulle. L'affirmation de la personnalité québécoise avait un répondeur, un écho. Le nom du Québec ferait le tour du monde.

Il s'ouvrait à la France, et la France lui répondait d'abord par le biais de la coopération bilatérale. Puis la France lui ouvrait les portes de la francophonie qui concernait les ministres de l'Éducation, de la Jeunesse, l'Agence de coopération culturelle et technique, et aboutissait dans la continuité, sur les Sommets francophones.

On est loin de la diplomatie québécoise en France ; mais c'est encore cela, dans son prolongement. Et le Québec a essaimé ailleurs ; mais c'est à Paris, à partir de Québec, que tout a commencé. Fêtons dans la joie les 25 ans de la coopération franco-québécoise, encore le tremplin vers l'avenir.

Jean CHAPDELAIN ■
Délégué général du Québec en France, de 1965 à 1976



Ces deux textes sont extraits du numéro spécial de "Québec-France" réalisé par nos amis québécois pour marquer le XXV^e anniversaire de la coopération franco-québécoise et la rencontre des deux Premiers ministres, prévue du 4 au 5 septembre et qui a dû être annulée. 500 exemplaires de ce numéro spécial sont disponibles au siège de France-Québec au prix de 15 F. (port inclus).

franco-québécoise !

La diplomatie française au Québec est fortement marquée par l'histoire. Un passé commun, la langue partagée, des cultures sœurs - sinon voisines - donnent aux relations franco-québécoises une couleur et une saveur que l'on ne trouve nulle part ailleurs dans la politique étrangère de la France.

Sans doute est-ce pour cette raison que la signature d'accords de coopération éducative, puis culturelle, en 1965, est aujourd'hui considérée comme le point de départ des relations franco-québécoises.

Ainsi n'est-ce pas la création du Consulat général de France à Québec en 1858, ni celle de la Maison du Québec à Paris en 1961 que l'on commémore. La signification de ces événements ne suffit pas à en faire l'avènement des retrouvailles entre la France et le Québec.

Cette prééminence de la culture n'est pas seulement une donnée chronologique, c'est un trait fondamental et fondateur. Et si les relations franco-québécoises ont pris ensuite une dimension politique et économique, c'est largement à cause de leur enracinement linguistique et culturel - enracinement qui donne la clé de l'action diplomatique française au Québec.

La trace la plus évidente en est certainement la présence, sur le sol québécois, d'une forte communauté française - environ 100.000 personnes, dont près des trois quarts sont dans la région de Montréal.

Etre au service de cette population constitue la première tâche des deux Consulats généraux de Québec et de Montréal. Longtemps en effet ce sont les liens familiaux ou de familiarité entre les deux peuples qui ont maintenu une relation affective et concrète entre la France et le Québec. Et les échanges massifs autour des années 1970 ont donné à de nombreux Français le désir de s'installer sur cette terre d'Amérique où l'on parlait la langue de chez eux.

Un lien privilégié

Rien d'étonnant dès lors si les deux gouvernements ont établi un lien direct et privilégié entre Paris et Québec : seul exemple de relations diplomatiques entre un État et une Province fédérée, hors du cadre fédéral.

Cette communication directe fait du Québec un partenaire à part entière dans les mécanismes de la coopération au sommet desquels se trouve - telle une véritable clé-de-voute - la rencontre quasi annuelle entre les deux Premiers ministres.

Il en va de même pour les instances de concertation et de décision de la francophonie : l'Agence de coopération culturelle et technique, la Confemen, la Conféjes par exemple, et les organismes issus des Sommets des Chefs d'État et de Gouvernement.



Paul Gérin-Lajoie, avec Christian Fouchet et Clau-
de Morin, signe le premier accord de coopération en
1965.

Cette situation hors du commun n'est pas à sens unique, et amène la France à être un observateur attentif de l'évolution du Québec. Mais les aléas de la politique restent marginaux dans les relations franco-québécoises.

Veut-on des exemples ? Lorsqu'il s'est agi en 1989 de célébrer le Bicentenaire de la Révolution française et, cette année, le 25^e anniversaire de la coopération institutionnelle, l'Assemblée nationale du Québec a voté à l'unanimité les motions destinées à marquer ces événements. Et lorsqu'il s'agit de l'amitié franco-québécoise, la classe politique française oublie elle aussi ses clivages. Les gouvernements passent, les relations franco-québécoises demeurent.

Elles demeurent, mais évoluent rapidement au rythme des deux sociétés. De nombreux acteurs et de nouveaux secteurs ont fait leur apparition et les échanges d'aujourd'hui n'ont plus le même caractère qu'il y a vingt-cinq ans, lorsque 60 % des crédits étaient consacrés aux actions de formation des maîtres.

Même dans les domaines réputés plus traditionnels, le recul du temps nous fait découvrir une modernisation considérable. Nous parlons culture, nous ajoutons industries culturelles. Nous disions sciences, nous pensons hautes technologies. Nous faisons de la coopération technique, nous apportons notre soutien à l'établissement de contacts entre entreprises et à l'innovation technologique. Nous avons une coopération en néologie et terminologie, nous faisons dialoguer l'homme et la machine. Nous traitons des communications, nous sommes montés sur le satellite.

L'adaptation va bon train. Elle correspond à la nécessité de l'heure, à une volonté commune d'unir nos forces pour relever les défis des sociétés contemporaines, mais aussi au désir de la France de projeter d'elle-même une image plus conforme au pays moderne qu'elle est devenue.

Il est d'autant plus important pour le Québec de prendre conscience de ce visage de la France que c'est un aspect désormais inséparable de

la construction européenne. Que deviendrait la coopération franco-québécoise si elle ne s'ouvrait pas aux perspectives de la recherche scientifique et technique et à la valorisation économique de ses résultats ? Elle passerait à côté d'une chance extraordinaire que lui donnent à la fois la géographie et l'histoire : celle d'être un lieu de passage privilégié des relations entre les deux ensembles continentaux d'Amérique du Nord et d'Europe.

Un défi commun

L'enjeu n'est pas seulement économique : entre le Québec et la France doit s'établir un axe de coopération où la modernité s'exprime en français. C'est à cette condition que la langue française survivra comme l'une des langues de rayonnement international que l'on aura intérêt à connaître et à utiliser à travers le monde.

La multiplication des relations spontanées entre le Québec et la France est de ce point de vue encourageante. Elle prouve en particulier que les entreprises sont de plus en plus nombreuses à s'impliquer directement et à tenter l'aventure outre-Atlantique.

De façon générale, les circuits institutionnels ne représentent plus qu'une partie des échanges réalisés. Le Consulat général de France doit en tenir compte dans son action. Son rôle incitatif s'est accru et il tend désormais à favoriser les contacts directs entre les partenaires.

Faut-il regretter que la Commission permanente ait perdu le monopole de la coopération ? Bien au contraire, c'est la preuve de son succès. Les administrations doivent donc veiller à associer à leurs projets, dès leur conception, les véritables acteurs de la vie économique, sociale et culturelle. L'assouplissement de beaucoup de procédures va dans ce sens et doit être poursuivi.

Ces évolutions - très stimulantes - tracent la voie de l'avenir pour la diplomatie française au Québec. Les deux sociétés ont en effet à relever un défi commun - celui de la francophonie - et à affronter chacune un contexte particulier : le Québec, celui du libre-échange nord-américain et la France, celui du marché unique européen.

Tout en restant fidèle à son caractère direct et privilégié, la coopération franco-québécoise doit profiter des complémentarités qui résultent de cette situation et s'ouvrir à ces grands enjeux.

C'est une chance à saisir. La diplomatie française s'y emploie et continuera de le faire en étroite collaboration avec les autorités québécoises, dans l'esprit d'amitié qui préside aux relations entre le Québec et la France.

Camille ROHOU ■
Consul général de France
à Québec

Les jumelages

Jumelages ou pactes d'amitié, qu'importe la forme ! Les liens se multiplient entre communes françaises et cités québécoises. De nouvelles ententes ont été signées cette année. Elles renforcent le dynamisme de la coopération franco-québécoise et de la francophonie.

Ces jumelages se nourrissent d'une diversité d'initiatives (échanges scolaires, sportifs et culturels, stages professionnels, séjours familiaux, relations économiques, mises en commun d'expériences en matière d'urbanisme, d'environnement, de communication, d'intégration des handicapés et des immigrés, etc.).

Parmi de nombreux partenaires, les associations régionales de France-Québec jouent souvent un rôle important dans ces jumelages. Car, outre l'impulsion des équipes municipales et l'implication des fonc-

tionnaires locaux, ces jumelages se perpétuent par le bénévolat fraternel des citoyens.

Hubert Melin, chargé de mission à la Fédération mondiale des cités unies et villes jumelées, le souligne : "Les échanges entre villes, outre une volonté politique indispensable, passent obligatoirement par les hommes, par des militants bénévoles convaincus, par des fonctionnaires spécialisés chargés du dossier dont les villes doivent savoir se doter lorsqu'elles décident d'établir ce type de relations".

Voici une liste ni officielle, ni sans doute exhaustive, des villes qui ont (ou ont eu) des relations privilégiées avec des communes québécoises. Certains jumelages sont en sommeil, d'autres se montrent très dynamiques et participent, par exemple, aux échanges intermunicipalités organisés par France-Québec et Québec-France.

Ain : Chatillon sur Chalaronne-Larouche ; Divonne les Bains - Oka (1988).

Aisne : Soissons-St Antoine de Rivière du Loup-Louiseville.

Hautes-Alpes : Embrun-Embrun.

Aube : Neuville sur Vanne - Pointe aux Trembles (1974).

Calvados : Cabourg-Bromont ; Falaise-Alma (1969).

Charente : Angoulême-Chicoutimi (1969) ; Rouillac-Lac à la Croix (1985) ; La Couronne-La Jerrière (contacts en 1990).

Charente-Maritime : Hiers Brouage-Champlain (1972) ; Pons-L'Assomption (contacts en 1990).

Corrèze : Brive-Joliette (1985) ; St Augustin-St Augustin de Desmaures (1987).

Corse : Porticcio-Chandler (1989).

Côtes d'Armor : St Barnabé-St Barnabé (1975) ; Fréhel-Chambly (1990).

Dordogne : Cadouin-Ste Arceline.

Eure-et-Loir : Chateaudun-Cap de la Madeleine (1972) ; Manou-Petit Saguenay (1988) ; Sorel Moussel-Sorel.

Finistère : Pouldreuzic-Péribonka.

Haute-Garonne : Blagnac-Mingan (1975).

Gironde : Bordeaux-Québec (1962) ; Ste Foy la Grande-Berthieville (1985).

Ille-et-Vilaine : Vitré-Terrebonne.

Indre-et-Loire : Tours-Trois Rivières (1987) ; Richelieu-Richelieu (1969).

Isère : Lans en Vercors-St Donat (1990).

Landes : Pissos-Ste Aurélie ; St Sever-St Severe.

Loire : Saint Etienne-Granby (1963).

Loire-Atlantique : St Nazaire-St Hubert (1990).

Loiret : St Jean de Braye-St Bruno de Montarville.

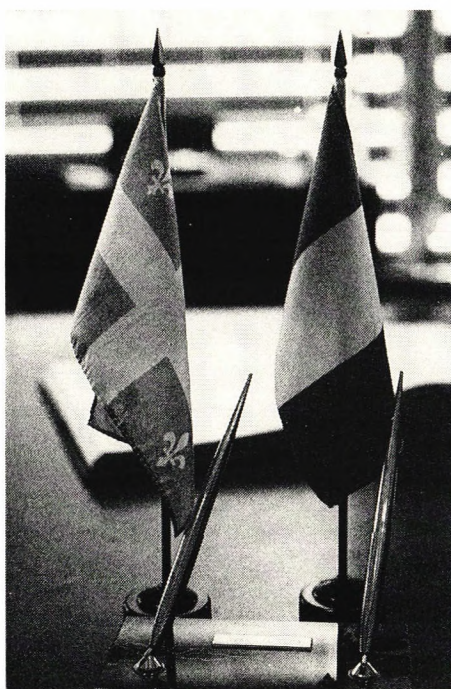


Photo Georges Poirier

Maine-et-Loire : Le Longeron-Dégelis (1985).

Manche : Coutances-La Pocatière ; Granville-Rivière du Loup.

Marne : Sillery-Sillery (1987).

Mayenne : Laval-Laval (1984).

Morbihan : Vannes-Vanier (contacts en 1990).

Nord : Cambrai-Chateaugay (1985) ; Neuville en Ferrain-Ste Anne des Plaines ; Villeneuve d'Ascq-Hull (1989).

Oise : Pierrefonds-Pierrefonds ; Valdampierre-Verchères.

Orne : Mortagne-Boucherville (1967) ; Tourouvre-St Laurent (île d'Orléans).

Puy-de-Dôme : Chatelguyon-Montmagny (1988).

Rhône : Lyon-Montréal (1979) ; Brignais-Trois Pistoles (1989).

Savoie : Albertville-Amos ; Chambéry-St Jérôme ; La Plagne-St Sauveur ; Les Menuires-Mont saint Anne.

Haute-Savoie : Annecy-Ste Thérèse (1990) ; Cluses-Blainville ; Annemasse-Boisbriand ; La Cluzaz-St Féréol des neiges ; Chatel-Mont Tremblant (1990) ; Seynod-Bellefeuille ; Thonon les Bains-St Eustache ; Ville La Grand-Deux Montagnes.

Seine-Maritime : Barentin-Brossard (contacts) ; Hautot St Sulpice-Rivière Ouelle ; Le Grand Quévilly-Lévis (1969) ; Longueuil-Longueuil ; Yvetot-La Malbaie (1969).

Var : Pradet-St Charles Borromée (1990).

Vaucluse : Carpentras-Chibougameau ; Valréas-St Paul de Joliette (1989).

Vendée : La Roche sur Yon-Drummondville (1982) ; Commequiers-Ste Hyacinthe ; La Ferrière-Notre Dame du bon conseil (1990).

Vienne : St Benoit-St Nicolas de Québec (1990) ; Mirebeau-St Raymond ; Neuville de Poitou-Neuville Pointe aux Trembles (1984) ; Vouillé-Cap Santé (1990).

Haute-Vienne : Limoges-Rimouski.

Vosges : St Dié-Lorraine.

Seine : Montmartre-Montmartre.

Seine-et-Marne : Lagny sur Marne-Ste Agathe des Monts (1969).

Yvelines : Le Vésinet-Outremont (1975).

Essonne : Dourdan-Lac Mégantic (1989).

Hauts-de-Seine : Gennevilliers-Maisonneuve.

Val-de-Marne : Le Perreux-Anjou (1984) ; Orly-Dorval (1963).

D'autres collectivités sont aussi jumelées : le Bocage Bressuirais (Deux-Sèvres), et la région des Bois Francs ; la Franche-Comté et l'Outaouais ; l'Île de France et la communauté urbaine de Montréal.

de plus en plus

ST NAZAIRE-ST HUBERT



■ Ils étaient nombreux les parrains et les marraines : Robert Charlebois, Fabienne Thibeault, Kashtin, Alain Lamontagne, et bien d'autres... Une grande vague venue du Québec à la mi-août pour la neuvième "fête de la mer" de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et la signature du jumelage avec Saint-Hubert.

Trois ans de cour réciproque ont abouti à ce mariage, entre villes de même taille, signé le 19 août par Joël Bateau, maire de Saint-Nazaire et Pierre-D. Girard, maire de Saint-Hubert venu avec une délégation de 28 personnes. "Ce jumelage prendra tout son sens quand des milliers de Nazairiens et d'Hubertins franchiront l'océan pour se visiter" souligne Joël Bateau. "Nous avons des affinités" note Pierre-D. Girard, "que l'on crée des relations humaines d'abord à un niveau élémentaire, puis développons des échanges. Déjà des employés municipaux se sont rencontrés. On peut envisager un comité pour les commerçants et les industriels".

Le délégué général du Québec, Marcel Bergeron a invité les deux villes "à tisser de véritables liens de cœur et de raison". Et Hubert Melin, au nom de la FMVJ-Cités Unies, a lu un message du président Pierre Mauroy, formant des vœux pour un jumelage "profond, fécond, au service d'une compréhension ouverte, fraternelle, solidaire".

BORDEAUX-QUÉBEC

■ Une course de voiliers entre Bordeaux et Québec pourrait voir le jour l'été prochain. Une idée discutée par les deux maires Jacques Chaban-Delmas (Bordeaux) et Jean-Paul l'Allier (Québec) lors de la visite de celui-ci en mai dernier pour la 69^e foire internationale de Bordeaux. Le stand de Québec, sur le thème de la "nordicité" a d'ailleurs obtenu l'oscar du meilleur stand, organisé par l'IUT Tech de Co et le comité des expositions. Les deux maires se sont félicités de la collaboration entre médecins universitaires, des voyages de missions économiques entre les deux villes estuaires et du spectacle préparé en commun pendant un an entre une chorale québécoise et l'association Mikado.

FRÉHEL-CHAMBLY

■ Un protocole a été signé le 22 septembre lors du voyage d'une délégation bretonne au Québec. Une animation sur le Québec avait eu lieu fin juin début juillet à Fréhel pour préparer ce jumelage. A l'origine des liens, les travaux de deux historiens, l'un Québécois et l'autre de Matignon (Cotes d'Armor) établissant un parallèle de construction entre le "fort-la-latte" du cap Fréhel et le fort de Chambly.

LYON-MONTRÉAL

■ Dans le cadre du protocole entre les deux villes, Lyon a mis en place un groupe de travail restreint où se retrouvent notamment l'association Lyon-Québec, la chambre de commerce, l'office du tourisme, le centre Jacques Cartier, etc. Lyon participe ainsi à l'opération "les oscars du tourisme Rhône-Alpes" qui seront remis le 13 novembre à Montréal.

Autres dossiers en cours : les quatrième entretiens du centre Jacques Cartier du 4 au 8 décembre sur le thème de l'environnement, avec Gilles Vigneault comme invité d'honneur ; la préparation d'une semaine lyonnaise à Montréal en mars 1991 ; une semaine montréalaise à Lyon et le 350^e anniversaire de la fondation de Montréal en 1992.



Les stagiaires montréalais de France-Québec cet été à Lyon dont une qui s'est vu offrir un contrat d'un an pour travailler à la ville de Lyon. Avec eux, à droite, Monique Monchanin, vice-présidente de Lyon-Québec et France-Québec.

PONS-L'ASSOMPTION

■ Ce n'est pas encore un jumelage mais les fiançailles sont sérieuses. Un protocole d'amitié a été signé en décembre 1989. Une classe de Pons s'est rendu chez les "cousins" en mai ; le maire F.P. Delapeyronie a fait lui aussi le voyage et a rencontré son collègue M. Langlais. A son tour, celui-ci et une dizaine de Québécois sont venus en Charente-Maritime en août. Une nouvelle rencontre pourrait avoir lieu au printemps prochain.

ST ÉTIENNE-GRANBY

■ Prolongement au jumelage entre les deux villes, un protocole économique a été signé par les deux maires le 21 mai à Saint-Etienne. François Dubanchet, premier magistrat de la cité stéphanoise et Mario Gérard, maire de Granby, se sont engagés à se concerter et à collaborer en matière d'échanges économiques. Selon Mario Gérard, "en décidant de défendre ensemble nos intérêts dans le domaine sensible de l'économie, nous allons plus loin dans le contrat du jumelage en alliant délibérément l'utile et l'agréable".

LAVAL-LAVAL



■ Une cinquantaine de Lavallois (de France) sont allés fêter début septembre le 5^{ème} anniversaire du jumelage Laval-Laval. Le 13 septembre, au Québec, les deux maires, André Pinçon (France) et Gilles Vaillancourt (Québec), ont signé un "protocole d'échange et de coopération" qui prolonge le précédent "pacte d'amitié".

En cinq ans, un millier de Lavallois, de deux bords, ont effectué des "grandes visites" et des échanges. Le comité de jumelage, qui est en même temps une association régionale de France-Québec, compte des représentants de la municipalité, de la CCI, des banques, de l'hôpital, de l'enseignement et des particuliers. Il va aussi s'élargir à une paroisse. Car ce 5^{ème} anniversaire a été marqué par une "première" en France : la signature d'un "protocole d'amitié" entre la paroisse d'Avesnières (Laval, France) avec celle de Sainte-Rose (Laval, Québec) qui fêtait le 250^{ème} anniversaire de sa fondation. Les deux maires ont signé comme témoins après les deux curés.

CHATEL-MONT TREMBLANT

■ Des panneaux "liens d'amitiés" ont été posés à l'entrée des deux stations, l'une en Haute-Savoie, l'autre dans les Laurentides. Des élus se sont visités mutuellement depuis un an. Les modalités de jumelage ont été définies en septembre avec la délégation chatelanne pour les fêtes d'automne du Mont Tremblant.

OFFICIEL

La visite Rocard reportée

La visite que le Premier ministre Michel Rocard devait effectuer à Ottawa et au Québec du 5 au 9 septembre a été reportée "à la demande du gouvernement du Québec" selon un communiqué de l'hôtel Matignon publié le 28 août. De passage en France, Liza Frulla-Hébert, ministre des Communications du Québec, a confirmé ce report, notamment en raison du conflit amérindien. Elle a aussi indiqué que cette visite, qui avait été prévue dans le cadre du XXV^e anniversaire de la coopération franco-québécoise pourrait avoir lieu "début 1991". Ce n'est donc que partie remise puisque les rendez-vous entre Premiers ministres français et québécois sont institutionnalisés depuis 1977.

A l'occasion de ce report, certains journaux, notamment "La Presse" de Montréal et "Libération" en France, ont aussi évoqué, parmi les raisons de l'annulation, la soirée privée que Michel Rocard aurait passé, après la visite officielle, avec un certain nombre de personnalités indépendantes (Louise Beaudoin, Bernard Landry, Lucien Bouchard...). Toutefois, il existe toujours des rencontres privées en marge des voyages officiels. Et, depuis 1980, les amitiés de Michel Rocard avec des "souverainistes" sont aussi connues que les liens personnels entre Robert Bourassa et Jacques Chirac.

G.P. ■

Fabius en novembre à Québec

Invité par son homologue québécois, Jean-Pierre Saintonge, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius se rendra à Québec les 7 et 8 novembre accompagné par une délégation du bureau du Palais-Bourbon. C'est la première fois qu'une telle visite officielle a lieu. Elle marque le dixième anniversaire de la commission de coopération parlementaire France-Québec.

Le groupe d'amitié au Sénat

Lors de son assemblée générale annuelle, le groupe d'amitié France-Québec du Sénat a élu son nouveau bureau. Président honoraire : Louis Courroy ancien sénateur et ancien président. Président : Jacques Habert (Français de l'étranger). Vice-présidents : Etienne Dailly (Seine-et-Marne), Pierre-Christian Taittinger (Paris), Lucien Neurwirth (Loire), Henri Gœstschy (Haut-Rhin), Marcel Fortier (Indre-et-Loire), Gérard Gaud (Drôme). Secrétaires : Jacques Bérard (Vaucluse), Roger Boileau (Meurthe-et-Moselle), Tony Larue (Seine-Maritime), Georges Mouly (Corrèze). Membres du conseil de direction : Paulette Briseperrière (Français de l'étranger), François Delga (Tarn), Claude Huriet (Meurthe-et-Moselle), Pierre Jeambrun (Jura), Paul Loridan (Essonne), Geoffroy de Montalembert (Seine-Maritime), Jacques Oudin (Vendée), Maurice Schumann (Nord), Jacques Sourdilille (Ardennes). Trésorier : Jean-Jacques Robert (Essonne).

"La France Libre" à Ottawa

Une plaque commémorative a été dévoilée le 18 juin sur l'ancien siège de "La France Libre" à Ottawa par l'ambassadeur de France au Canada, François Bujon de l'Estang, qui fut conseiller diplomatique à l'Élysée auprès du Général de Gaulle de 1966 à 1969. La "France Libre" à Ottawa, représentée alors par Elisabeth de Méribel qui avait dactylographié à Londres le célèbre appel du général, fut d'abord installée au 448 rue Daly dans des locaux aujourd'hui disparus. Puis "la maison de la France Libre" fut située au 464, rue Wilbrod, dans un quartier résidentiel de la capitale canadienne. Charles de Gaulle y est passé lors de sa première visite au Canada le 11 juillet 1944. Cette maison abrite aujourd'hui les services culturels et scientifiques de l'ambassade de France.

EDUCATION

■ **Roubaix** (Nord) : 24 étudiants en BTS commerce international du lycée Jean Moulin ont rédigé une brochure, "Osez le grand nord", pour les entreprises avant leur voyage en novembre au Québec.

■ **Niort** (Deux-Sèvres) : le lycée de la Venise verte a signé des conventions avec le Cegep de Québec pour les étudiants du BTS Assurances. Trois jeunes sont allés en stage au Québec et quatre Québécois sont venus en stage à la MAAF.

■ **Arradon** (Morbihan) : 25 jeunes, qui préparent le BEPA forestier à l'institut rural, et leurs collègues de l'école forestière de Sainte-Foy ont fait un échange aller-retour en septembre.

■ **Hergnies** (Nord) : la base d'Amaury a accueilli en juin le premier festival de pédagogie à l'environnement. Un millier d'enfants ont applaudi les spectacles de classes venues de huit pays européens et du Québec. Les jeunes de Saint-Jean Chrysostome (près de Québec) ont présenté une histoire de castors "entre deux barrages".

■ **Joigny** (Yonne) : la chorale du collège Marie-Noël est allée au Québec en 1989 et a reçu à Pâques les "Rossignols" de Saint-Georges-de-Beauce. Il en résulte un disque, le quatrième de la chorale du collège. Une troisième chorale, celle du collège de Saint-Ouen (Seine Saint-Denis), a participé aussi à l'enregistrement.

■ **Annecy** (Haute-Savoie) : trois étudiants en cycle supérieur de gestion de l'IPAC sont partis pour un an au Québec, pour leur mémoire de fin d'étude et la promotion de l'économie régionale, en collaboration avec Alpes-Léman-Québec.

■ **D'Avignon à Angers** : Les 78 musiciens de l'école Saint-Joseph-François-Perrault de Montréal, déjà liés avec des collègues d'Avignon et de Saint Sébastien sur Loire (Loire-Atlantique), y ont donné des concerts en juillet. De même qu'à Dijon et Angers, avec l'orchestre du lycée David d'Angers qui se rendra au Québec à Pâques 91.

■ **Toulouse** (Hte-Garonne) : Dix jeunes mal entendants de l'IDAC (institut de développement pour l'audition et la communication), intégrés à l'école d'Ancey, ont rendu visite fin juin à leurs correspondants d'une école de Charlesbourg et participé à la fête nationale du 24 juin.

OFQJ :
à partir
de
16 ans

Les programmes de l'Office franco-québécois pour la jeunesse sont désormais ouverts à partir de 16 ans (et non 18-35 ans comme auparavant).

Pour les programmes traditionnels (production, stages en milieu de travail, voyages thématiques, voyages d'observation, voyages d'insertion, voyages éducatifs d'adolescents de 12 à 17 ans...), les dossiers doivent parvenir à l'OFQJ, 5 rue de Logelbach, 75847 Paris Cedex 17 (tél. 1.47.66.04.76) avant le 9 ou le 23 novembre, selon les cas, pour les séjours prévus entre janvier et juin 1991 et avant la mi-mars pour les voyages du second semestre 1991. Pour les étudiants de 2^e et 3^e cycles, qui iront au Québec à la rentrée 91 et qui bénéficient d'une aide OFQJ-CCIFQDAGIC, date limite des dossiers le 15 mars 1991.

D'autres projets spécifiques sont prévus ou reconduits par l'OFQJ : grand prix de l'Aventure, concours de nouvelles littéraires, concours Cap grand nord, régions jumelles, concours environnement. Se renseigner auprès de l'OFQJ.

COMMUNICATION

■ **Radio-France International** et CKAC (Montréal) ont étendu fin juillet l'accord de coopération qui les lie pour 5 ans afin d'accroître leurs échanges de programmes.

■ **Télémetropole**, chaîne montréalaise qui appartient au groupe québécois Vidéotron, s'est retiré de "La Cinq" et a revendu ses actions au groupe Hachette.

■ **Le mensuel "Géo"** a consacré plus de 70 pages de son numéro d'octobre au Québec. De magnifiques photos, de solides textes signés Denise Bombardier, Louis Caron, Bernard Clavel, etc. Et un sondage sur les Québécois et la France.

FRANCOPHONIE

■ **Les maires francophones** (AIMF, présidée par Jacques Chirac depuis la création en 1979) ont décidé, lors de l'assemblée de Tunis en juillet, de créer un "fonds de coopération". Le gouvernement français a mis 5 millions de francs, la ville de Paris 4 millions. Les villes de Bordeaux, Lille, Lyon, Montréal, Ottawa et Québec ont été sollicitées pour verser 0,1 à 0,5 % de leur budget d'investissement. Prochaines assemblées en 1991 à Bordeaux et en 1992 à Montréal.

■ **Le gouvernement québécois** a versé près de 7 millions de dollars aux francophones hors Québec, depuis la création il y a deux ans d'un programme de soutien à la francophonie canadienne. En juillet, 1,6 millions de dollars a été débloqué pour permettre à divers organismes de réaliser 154 projets (notamment 53 dans l'ouest, 43 en Acadie et dans les provinces atlantiques, 42 en Ontario, etc.).

■ **Le répertoire** de la vie française en Amérique (25^e édition revue et corrigée) vient d'être publié par le Conseil de la vie française en Amérique, 56 rue Saint-Pierre (bureau 301) Québec G1K 4A1 au coût de 25 dollars (plus 6,50 dollars de frais de port pour l'Europe). D'autres publications disponibles.

■ **Les communautés de langue maternelle française** tiendront leur onzième conférence en 1991 à Rimouski au Québec. La dixième s'était tenue l'an dernier à Paris dans le cadre du Bicentenaire de la Révolution.

■ **Les communes** de Brignais Chaponost et Irigny (Rhône) qui organisent depuis trois ans en octobre les "Francophonies au quotidien" (cette année une troupe de Côte d'Ivoire et le Québécois Alain Lamontagne) ont reçu en famille fin juillet la chorale "Apollo" de Rimouski, qui a animé une messe et donné un concert.

Montsecret... fabuleux !

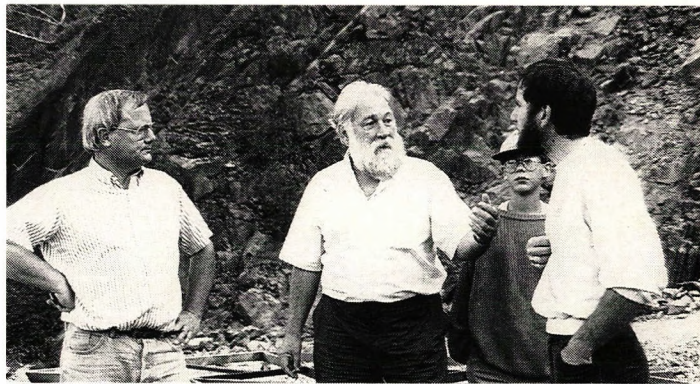


Photo Ouest-France

Plus de 10.000 personnes ont vu et applaudi à la mi-août "la fabuleuse histoire du Royaume" dans la vallée du Noireau près de Montsecret (Orne). Pas moins de 200 Québécois étaient venus de La Baie pour présenter leur fantastique son et lumière sur l'histoire du Saguenay, signé Ghislain Bouchard (notre photo). Trois fabuleuses soirées, point d'orgue d'une fabuleuse histoire entre ces Saguenéens et les Normands de Montsecret qui, l'an dernier, étaient allés au Québec, à 163 sur un village de 453 habitants, pour y présenter leur "Révolution". Un jumelage culturel dû à l'entremise de Louis Cournoyer, directeur des services culturels de la DGQ.

SOCIÉTÉ

■ **Une poutrelle de la Tour Eiffel**, provenant de l'ancien escalier du pilier sud, a été offerte par la mairie de Paris à la ville de Hull qui veut, en l'incorporant dans un pont, affirmer ainsi son identité française.

■ **Les amicales de sapeurs-pompiers** de Saint-Malo et de Saint-Jérôme ont échangé deux hommes cet été et vont multiplier leurs efforts pour recueillir de l'argent en vue de la lutte contre la mucoviscidose.

■ **La région Midi-Pyrénées**, représentée par vingt élus et professionnels du tourisme, est allée début juin prospecter Québec, Montréal et Toronto. Une promotion répétée depuis quatre ans.

■ **Le guérisseur français** Gaston Naessens a été condamné par un tribunal de Sherbrooke (Estrie) à 5.000 dollars d'amende pour exercice illégal de la médecine. Agé de 66 ans, il s'était installé au Québec après sa condamnation en France, en 1965, pour le même motif.

■ **La société Etienne Lacroix** de Toulouse a remporté le premier prix du festival pyrotechnique de Montréal, véritable championnat du monde de feux d'artifice, avec sept pays en concurrence.

ECONOMIE

Des rencontres industrielles

■ A l'initiative de l'ACTIM et de la DGQ, une trentaine d'entrepreneurs français et une centaine de québécois se sont rencontrés du 5 au 7 septembre à Montréal. Des tables rondes, des visites et des têtes-à-têtes étaient au programme de ces rencontres industrielles franco-québécoises, organisées dans le cadre du 25^e anniversaire de la coopération. Trois secteurs avaient été privilégiés : les transports (aéronautique et ferroviaire avec l'objectif du TGV en Amérique du Nord) ; l'énergie (en vue de la phase II de la Baie James) et les matériaux composites.

■ **Imétal**, groupe industriel français, a investi 5 millions de dollars (25 % des actions) dans le capital de la société minière québécoise Stratmin Graphite et s'engage à acheter 2.500 tonnes de concentré de graphite québécois par an.

■ **Péchiney International**, filiale du groupe français, investit cette année 2,6 milliards de francs dont 300 millions dans la branche aluminium, essentiellement à l'usine de Bécancour au Québec.

■ **La région Rhône-Alpes**, qui a depuis 1988 un représentant économique à Montréal, envisage, après un voyage en juin, d'ouvrir aussi un bureau à Toronto avec ses partenaires européens (Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie).

■ **La Victoire**, filiale du groupe Suez, est devenu le premier assureur français au Canada. Elle a acheté 50 % de la Laurentienne Générale, première assurance-dommages du Québec (8 % du marché) et filiale du groupe La Laurentienne, qui veut développer plutôt ses secteurs assurance-vie et banque. Coût de la transaction : 625 millions de francs.

■ **Décus, seize vigneron**s de Champagne. Un tribunal canadien a autorisé l'appellation "champagne canadien", suivant ainsi une décision de 1987 stipulant que les vins canadiens, clairement identifiables, ne peuvent être confondus avec les produits français. Les vigneron français avaient fait appel.

SANTÉ

■ **L'association Arceau-Anjou** d'Angers, a organisé un échange entre six handicapés québécois, traumatisés crâniens des suites d'un accident de la route, (plus trois accompagnateurs) qui sont venus en juin et six handicapés français (et deux accompagnateurs) qui sont allés au Québec en juillet. La régionale Anjou-Québec n'a pas manqué de les accueillir.

■ **"Entraide au cancer"** est né de la volonté d'un jeune leucémique français voulant rendre visite à ses amis québécois. Une association existe. En juillet et en septembre des jeunes cancéreux québécois et des jeunes malades d'Aix-en-Provence se sont tour à tour rendus visite. Gâtinais-Québec a accueilli les jeunes québécois lors de leur passage.

SPORTS

■ **Harricana repart**. Seconde édition du raid en motoneige du 24 février au 8 mars 1991, toujours au Québec sur un nouveau tracé top secret de 2500 km. En février dernier, il y avait eu 29 équipes (20 françaises, 7 canadiennes, 1 américaine et 1 finlandaise).

L'Assemblée d'A

Au cœur du Tarn, l'assemblée de France-Québec a réaffirmé le rôle de l'association comme "élément moteur et dynamique" de la coopération franco-québécoise.



Le conseil d'administration

Elus jusqu'en 1991

René BLONDEL (Brive), Corine BRIACHETTI (Côte d'Azur), Thérèse CAILLY (Grand Quévilly), Anne-Marie COLLARD (Paris), Jean-Louis HERVÉ (Périgord), Pierrette LARIDAN (Val d'Oise), Pierre MAITRE (Auvergne), Monique MONCHANIN (Lyon), Georges POIRIER (Laval), Jean TOURNON (Alpes), Noël VERDIER (Paris).

Elus jusqu'en 1992

Marcel BEAUX (Paris), Andrée BOULANT (Cambrésis), Michèle COLY (Alpes-Léman), Christophe COUZON (Maine), Danièle HAUTEREAU (Gâtinais), Jean-Michel HERCOURT (Alpes-Léman), André LAGRANGE (Albigeois), Jacqueline LAMBERT (Bourgogne), François MOUCHET (Lorraine), Michèle OLIVET (Brouage), Louis THÉBAULT (Saint-Malo).

Elus jusqu'en 1993

Bernard CAPUS (Anjou), Pascal CAVALLI (Lorraine), Jean de BORD (Versailles-Yvelines), Maurice FOISSAC (Midi-Toulousain), Marie-Claude GUÉRIN (Bourgogne), Alain Le FLOCH (Brive), Gaël LÉGER (Auvergne), Annette MAHE (Saint-Malo), Janine NORTIER (Orne), Jean-Claude RAFFY (Ardèche), Jacques VERDIER (Paris).

Mais qu'est-ce qui fait courir les Tarnais vers le Québec ? Avec à peine une année d'existence, l'association Albigeois-Québec compte deux cent cinquante adhérents". Le quotidien "La Dépêche du Midi" avait raison de souligner le dynamisme de cette régionale, de son président André Lagrange et de toute son équipe. Près de 300 participants ont eu plaisir à venir de toute la France, y compris l'outre-mer (Guadeloupe et Martinique), à cette assemblée du 8 au 10 juin à Albi.

Dès la séance d'ouverture, après l'accueil de la municipalité d'Albi, le délégué général du Québec, Marcel Bergeron, a souligné "la chance inouïe du Québec de posséder un réseau aussi complet et diversifié, un tissu tricoté serré de relations mis à contribution dans l'ensemble des régions". France-Québec, c'est en effet plusieurs milliers de membres dans une soixantaine d'associations régionales, autant "d'ambassadeurs du Québec en France".

Avec son association sœur, Québec-France, (2500 membres et 19 sections), représentée à Albi par son président Marcel Beauchemin, l'ancienne présidente Huguette Dubé et le directeur général Michel Robitaille, France-

Québec s'inscrit "comme élément moteur et dynamique" de la coopération franco-québécoise qui fête cette année son 25^e anniversaire. Lors de leurs rencontres annuelles, les deux Premiers ministres de France et du Québec "rappellent le rôle privilégié que jouent dans la coopération entre nos deux pays les deux associations", affirme Marcel Bergeron.

Mobilisation

Pour marquer ce 25^e anniversaire, le Délégué général du Québec a accordé, au nom du ministre des Affaires internationales du Québec, une subvention directe de 22.000 F pour renforcer l'équipement informatique au siège national de France-Québec.

Depuis quelques années, l'association a en effet "considérablement augmenté en taille, en régionale, en activités" comme l'ont souligné les rapports du président Louis Thébault et de la directrice générale Claire de Loyens Warin. "Nous sommes à la croisée des chemins : pas assez de moyens. Nous devons trouver ces moyens auprès de nos ministères mais également et surtout par nous-mêmes" insiste le président Thébault. Cela suppose plus d'équipement mais aussi plus de mobilisation à tous

les niveaux : bureau national, conseil d'administration, commissions nationales, régionales, adhérents.

Des pistes pour l'année à venir ont été lancées à Albi. La "carte plus", offrant des avantages aux adhérents des deux côtés de l'Atlantique, devrait voir le jour. L'élaboration de fiches pratiques (comment immigrer, préparer un voyage scolaire, suivre des études, organiser un raid aventure, faire un jumelage, etc.) devient nécessaire.

"Le nerf de la guerre"

Les six commissions nationales ont également élaboré leurs propositions (voir page 20). Leurs rapports ont été adoptés à l'unanimité, moins quelques abstentions. De même pour les rapports financier, moral et d'activités. Quant aux orientations budgétaires pour 1991 (lire page suivante), elles ont été largement approuvées (moins 2 voix contre et 5 abstentions). Le montant des cotisations et des abonnements à la revue représente "le nerf de la guerre" pour développer nos activités et parvenir à un meilleur autofinancement.

Albi : "un moteur"



Louis Cournoyer (services culturels du Québec), Michel Robitaille (directeur de Québec-France), André Lagrange (président d'Albigeois-Québec), Marcel Bergeron (délégué général du Québec), Louis Thébault (président de France-Québec), Claire de Loynes Warin (directrice de France-Québec), Benoit-Jean Bernard (conseiller politique DGQ).

■ Benoit-Jean Bernard, conseiller politique à la Délégation générale du Québec, a clos l'assemblée par une brillante intervention sur le dossier du lac Meech, alors en pleine évolution au Québec.

■ Cérémonie haute en couleur à Gaillac avec l'intronisation dans l'ordre de "La Dive bouteille de Gaillac" de preux chevaliers : MMmes Dubé et de Loynes Warin, MM. Bergeron,

Bernard, Beauchemin, Robitaille, Thébault, Valdenaire. Parmi les officiants : Maurice Maillard, ancien président de Midi-Toulousain-Québec.

■ Spectaculaire surprise à l'heure du dessert de la soirée de gala : le pont d'Albi rejoignant la France et le Québec tandis que les gâteaux étaient frappés du nom des régionales.

Rendez-vous

1991 : Assemblée à Lyon

L'assemblée annuelle de France-Québec se tiendra en dehors du congrès commun en 1991. Elle aura lieu à Lyon, sur une seule journée le dimanche 14 avril.

1991 : Congrès à Brive

Du 11 au 14 juillet 1991, France-Québec et Québec-France tiendront leur VII^e congrès commun à Brive (Corrèze). Alain Le Floch, président de Pays de Brive-Québec a lu, à Albi, une lettre du député-maire de Brive, Jean Charbonnel, invitant à découvrir sa région. Brive est jumelée avec Joliette depuis 1985.

1992 : Assemblée aux Antilles ?

Le lieu de l'assemblée générale de France-Québec en 1992 n'est pas encore fixée. Plusieurs candidatures peuvent se manifester. Mais une idée et une proposition sont dans l'air : Guadeloupe-Québec et Martinique-Québec envisagent d'inviter leurs amis de l'hexagone.

1993 : Congrès à Sherbrooke

Nos "cousins" de Québec-France ont déjà retenu le lieu du VIII^e congrès commun à l'été 1993. Il se déroulera en Estrie, à Sherbrooke, après celui de Jonquières en 1989.

Tarifs 91

■ L'assemblée d'Albi a fixé, pour l'année 1991, le montant des abonnements à la revue et celui des quote-parts (partie de la cotisation locale reversée au siège national). Ces nouveaux tarifs s'appliquent dès l'automne pour les associations régionales qui, à cette époque, tiennent leurs assemblées générales et effectuent leur campagne d'adhésions et de réadhésions pour l'année suivante.

QUOTE-PART : 30 F

Chaque régionale fixe ses cotisations à son gré (généralement entre 100 et 200 F avec des tarifs pour jeunes et couples). Sur cette cotisation locale, une quote-part par personne physique (**30 F en 1991**) est reversée au siège national à titre de participation (organisation des échanges, animations, secrétariat, etc.). Cette quote-part était de 25 F l'an dernier et de 22 F il y a quatre ans, soit une hausse moyenne de 2 F par an.

ABONNEMENT : 40 F

Un tarif préférentiel, distinct de la cotisation comme la législation l'exige, a été créé depuis deux ans. Pour les quatre numéros prévus en 1991 (printemps, été, automne, hiver), voici les tarifs :

- abonnement adhérent : 40 F
- abonnement non-adhérent : 70 F
- abonnement étranger : 85 F
- abonnement de soutien : 130 F.

S'AUTOFINANCER

Rappelons que l'Assemblée de Paris en 1989 s'était prononcée pour des hausses annuelles par palier plutôt que de fortes augmentations tous les trois ou quatre ans.

Pour développer ses activités, renforcer les contacts avec les régionales (ce qui implique des déplacements), France-Québec doit augmenter ses ressources propres. L'objectif est d'arriver dans les trois ans à 50 % d'autofinancement. En 1989, nous n'avons atteint que 30,55 %. Nous dépendons toujours trop des subventions et plusieurs voix autorisées soulignent la faiblesse de nos cotisations et de nos abonnements (très inférieurs à des associations similaires).

Des efforts ont été faits pour endiguer les dépenses excessives et, après un déficit de 46.156 F en 1988, celui de 1989 a été réduit à 19.189 F (2,4 % du budget).

France-Québec doit donc se donner les moyens de ses ambitions : accroître ses adhérents, augmenter ses abonnés à la revue. Notre association mérite bien un petit effort financier individuel.

Les commissions "à l'ouvrage"

ECHANGES

La diversification

■ Pour les échanges institutionnels (inter-municipalités, agricoles, sectoriels), la commission et les jeunes souhaitent un assouplissement des formalités exigées par les autorités canadiennes (notamment un examen médical coûteux). Sont souhaités aussi une limitation des frais de dossiers et un dépliant national ou commun avec Québec-France.

La diversification des échanges a aussi été évoquée. Ainsi, cet été, des régionales ont accueilli des jeunes québécois pour le programme "découverte du pays d'en face". La réflexion est lancée également sur les échanges scolaires, les échanges d'étudiants (en liaison avec Eco-Junior) et les programmes professionnels (beaucoup de demandes dans le secteur hôtellerie-restauration entre autres). Une journée de formation est envisagée pour les responsables échanges des associations régionales.

Le bureau est constitué de Colette Chainet (Bas-Poitou), Michèle Coly (Alpes), Monique Hillairet (Touraine), Annette Mahé (St Malo) et Jean Sauvegrain (Gâtinais).

FRANCOPHONIE

La solidarité

■ Le comité francophonie est désormais une commission nationale de France-Québec. Avec pour objectif de développer la solidarité francophone dans l'association et de contribuer, par des actions concrètes à son rayonnement dans les régionales. Exemple : la collecte de livres usagés. France-Québec a pris contact avec l'Adiflor (association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues) et un test est en cours avec Bourgogne-Québec.

La commission a commencé à établir des liens, pour des échanges d'informations, avec des associations à vocation francophone (Amitiés acadiennes, France-Louisiane, etc.). France-Québec adhère aussi à la fédération des associations francophones, l'AFAL, où le président de Paris-Québec Marcel Beaux est membre du bureau. Un guide pratique sera prochainement remis aux régionales.

La commission entend aussi rester vigilante sur l'utilisation du français dans la vie quotidienne. Et un "espace francophone" est souhaité dans la revue (voir "la parenté").

ECONOMIE

Sur le terrain

■ Si elle entend travailler "à pas mesurés" et respecter les attributions des chambres consulaires et autres organismes, la commission économique veut néanmoins apporter sa pierre dans les relations économiques franco-québécoises.

L'an dernier, une douzaine de régionales ont participé à des actions en ce domaine. A partir d'exemples, comme la foire de La Roche-sur-Yon sur le thème du Québec, une plaquette d'intervention pour les régionales va être préparée : présentation de l'économie québécoise et processus de montage d'une semaine économique.

La section jeunes Eco-Junior prépare, elle, une plaquette destinée aux entreprises québécoises pour l'envoi de stagiaires en France et une enquête pour promouvoir des stages dans les entreprises franco-québécoises.

Le bureau est composé de Pierre Maitre (Auvergne) président, Jean de Bord (Versailles-Yvelines), Claude Reigner-Howard (Paris) et Gaël Léger (Eco-Junior) vice-présidents, Gérard Looten (Versailles-Yvelines) secrétaire. La commission est formée des correspondants économiques dans les régionales, ou à défaut, des présidents.

COMMUNICATION

Toujours la diffusion

■ Un effort a été fait cette année pour informatiser les fichiers d'abonnés, rechercher de la publicité (avec un contrat passé avec "Passerelle") et éditer des formulaires de petites annonces, changements d'adresses, recherche d'abonnés.

Abonnements et réabonnements sont l'avenir de la revue ; chacun doit être mobilisé. Si chaque régionale avait 50 % d'abonnés au moins cela diminuerait les hausses de tarifs et de quote-parts. Un double challenge va donc être créé en 1991 (avec de formulaires d'abonnements-parrainage) pour l'adhérent qui fera le plus d'abonnés et pour la régionale qui augmentera le plus son nombre d'abonnés.

Par ailleurs, la réflexion est engagée avec la DGQ sur l'avenir de l'émission de radio "le Québec vous dit bonjour".

Le bureau de la commission comprend Marie-Claude André (Paris), Michèle Michelland (Maine), Janine Nortier (Orne), Jacques Brunet (Paris), Christophe Couzon (Maine) et Georges Poirier (Laval).

GENEALOGIE

Racines en France

■ La commission histoire et généalogie a fait le point sur les réalisations de l'année. D'abord la création en janvier de la fédération des associations françaises de familles ayant fait souche au Québec, appelée "Racines en France" : un outil utile pour aider les familles à s'associer et à accueillir les délégations de familles québécoises.

Un petit guide bibliographique, pour entreprendre des recherches généalogiques, est destiné aux chercheurs qui font appel aux services de la commission.

Un film de 30 mn a été présenté, "1689-1989, le rêve américain" où un jeune remonte en canot, sur les rapides, le cours du temps et de l'espace sur les traces de ses ancêtres pionniers dans le Grand Nord (3^{ème} prix de l'aventure OFQJ).

Le bureau comprend François Bernier (Périgord), Eglé de Bord (Versailles-Yvelines), M. Cochelin (Val d'Oise), M. Fouladeau (Paris), Jeannine Laruelle (Paris), Claude Le Petit (national).

CULTURE

Voyage à thème

■ L'an dernier avait été esquissé un projet de voyage à thème au Québec. Il est repris pour l'an prochain sur le thème "découverte du patrimoine artistique et culturel du Québec". L'intérêt serait plus particulièrement axé sur les festivals d'été fin juin début juillet.

Première étape du projet : un sondage pour connaître le nombre de participants éventuels et leurs désirs (voir p. 21).

Par ailleurs, les liens seront renforcés avec les services culturels du Québec à Paris. Martine Guichard (Paris) s'est proposée pour faire la liaison. Une nouvelle exposition est d'ailleurs disponible désormais. Et il est rappelé qu'il existe un catalogue des expositions, courts-métrages, vidéos qui est envoyé aux présidents de chaque régionale ainsi que des prêts de livres de bibliothèque.

La commission continuera de fonctionner sans structure particulière.

Avec les régionales...

■ LA NEIGE AVEC YVELINES-QUÉBEC

Si vous êtes en assez bonne forme physique et si vous vous accommodez d'un confort simple, Versailles-Yvelines-Québec vous propose de découvrir, pendant deux semaines, le Québec sous la neige à Tadoussac : ski de fond, motoneige, pêche blanche, traineau à chiens, hockey sur glace, etc..., des activités que vous ferez dans une ambiance chaleureuse malgré la température extérieure. Quatre séjours prévus entre le 10 décembre et le 3 février. Renseignements et inscriptions à Versailles-Yvelines-Québec, 18 Parc de Diane, 78350 Jouy en Josas.

■ L'HIVER AVEC VENDÉE-QUÉBEC

Découvrir le Québec l'hiver, c'est ce que propose, à ses adhérents et à ceux des régionales voisines, l'association La Roche-Vendée-Québec. Elle organise du 4 au 11 février 1991 un voyage d'une semaine à l'occasion du carnaval de Québec et du bal des neiges d'Ottawa. Outre ces deux villes, les participants pourront visiter Montréal, Valcourt, une station de sports d'hiver Warwick et l'île d'Orléans. Au prix spécial de 5.695 F sur une base de 40 personnes (supplément de 300 F entre 30 et 39 personnes). Renseignements sur demande avant le 15 novembre à La Roche-sur-Yon-Vendée-Québec, ATAC, 4 place Albert 1^{er} 85000 La Roche-sur-Yon. Joindre une enveloppe affranchie à 3,80 F pour la réponse.

■ L'ÉTÉ AVEC SEINE-ET-MARNE-QUÉBEC

La régionale Seine-et-Marne-Québec organise un voyage du 6 au 21 août 1991, des chutes du Niagara à l'estuaire du Saint-Laurent. Au programme : Toronto, Kingston, Montréal, Trois-Rivières, le lac Saint-Jean, Chicoutimi, Tadoussac, Baie-Comeau, Rimouski, La Malbaie, Québec, Montréal. Ce voyage est réservé en priorité aux adhérents de la régionale puis à tout membre d'une régionale de France-Québec. Renseignements et inscriptions : Claude Lerouge, 19 rue Jean Jouvenet 77380 Combs la Ville. Tél. 60.60.59.33.

■ LA LOUISIANE AVEC CORSE-QUÉBEC

L'association Corse-Québec organise avec Air-France un voyage en Louisiane du 17 au 28 février 1991. Thème : "Sur les traces des Français". Outre la découverte du pays, ce voyage comprend des rencontres avec des universitaires et des associations. Circuit : La Nouvelle-Orléans, Bâton Rouge Alexandria, La Fayette, Houston. Accompagnateur : J.D. Casanova, auteur de "Une Amérique Française" (éd. La Documentation française, éditeur du Québec). Se renseigner d'urgence à Corse-Québec, BP 42, 20166 Porticcio. Tél. 95.25.12.58. Télécopie : 95.21.25.65 (att. Corse-Québec).

Un voyage à thème en 91 ?

La Commission Culture de France-Québec avait envisagé de mettre sur pied un voyage à caractère culturel pour l'été 1990. Cette proposition est reprise pour 1991 avec une approche légèrement différente. En effet, avant de retenir le programme complet, nous avons décidé de demander l'avis des candidats potentiels.

- THÈME GÉNÉRAL : Culture / Tourisme
- ORIENTATION : Les Festivals d'été au Québec
- PÉRIODE : Juin / Juillet 1991
- PARTICIPANTS : 10 / 15 personnes

SONDAGE

- * Le thème proposé vous convient-il ?
- * Sinon, avez-vous une autre suggestion ?
- * Quel montant êtes-vous prêt à consacrer à ce voyage ?
- * Quelle période vous conviendrait ?

à retourner, avec votre adresse, au Siège de France-Québec pour le 15 novembre 1990 24 rue Modigliani 75015 PARIS.



Charlevoix :

un nouveau musée

Il s'élève à Pointe-au-Pic, en bordure du Saint-Laurent. Le nouveau musée de Charlevoix a été inauguré fin juillet et remplace le musée régional Laure-Conan qui existait à La Malbaie depuis 1977. Mais il était devenu trop petit pour la mise en valeur du millier d'œuvres constituant la collection permanente.

Une campagne de "levée de fonds" et des contributions des ministères québécois et canadien ont permis la réalisation du nouveau musée. L'exposition inaugurale, intitulée

"Géographie et lumière de Charlevoix", se prolonge jusqu'en janvier. Elle regroupe une quarantaine de tableaux illustrant la beauté des paysages et des maisons de Charlevoix, avec de grandes signatures comme Alfred Pellan, Marc-Aurèle Fortin, Clarence Gagnon, etc.

La collection permanente du musée est présentée dans une autre salle : huiles, bas-reliefs, sculptures de Blanche Bolduc, Georges-Edouard Tremblay, Adèle Harvey et bien d'autres.

Le Québec à Paris : nouvelle adresse

■ Notez-le : l'office du tourisme québécois a désormais pignon sur rue :
4, avenue Victor Hugo 75116 Paris.

Toutefois ne cherchez pas de nouveaux bureaux ; c'est toujours à Etoile-Charles de Gaulle mais l'entrée n'est plus rue de Presbourg, elle est désormais au coin de rue d'à côté.

auberge
des
Sablons
La belle époque de Charlevoix

lauréat 88

LES GRANDS
PRIX
DU TOURISME
QUÉBÉCOIS



Relais du Silence

Marielle et Jean-Guy Alain

223, Chemin les Bains
St-Irénée, Charlevoix
Québec, Canada G0T 1V0
(418) 452-3594

Fax: (418) 452-3240

BELLES PROVINCES

ALBIGEOIS-QUÉBEC

Un échange à la nage



Les équipes de l'ENL et du RCNA dans les jardins du centre de loisirs "Alibi" lors de la réception offerte par Albigeois-Québec en collaboration avec la direction du RCNA et son président M. Paulhet.

Depuis déjà deux ans des contacts étaient pris entre l'équipe de natation de Longueuil (ENL) et le Racing club nautique albigeois (RCNA) par l'intermédiaire de Charlotte Raymond et André Lagrange. Ces contacts ne sont pas tombés à l'eau puisqu'ils ont émergé en pleine canicule !

Vingt nageurs québécois, et leurs deux entraîneurs Stéphane Bédard et Denis Jolicoeur, sont venus une semaine en juillet don-

ner un aperçu de leurs performances aux Tarnais. Si les Longueillois se sont entraînés quatre heures par jour dans les bassins cathares, ils ont aussi découvert la région albigeoise et lié de nouvelles amitiés en terre de France.

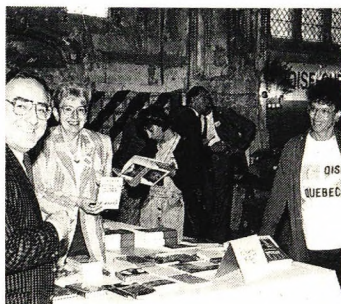
L'an prochain, c'est le RCNA qui se jettera à l'eau dans les bassins de la rive sud-Richelieu.

OISE-QUÉBEC

Des lys à Senlis

Cette "fin de semaine" là, fin juin, le Québec était à la une de l'actualité avec la non-ratification des accords du lac Meech. Ce fut la meilleure des promotions pour la semaine québécoise organisée à Senlis par Oise-Québec. Pour beaucoup de visiteurs, c'était l'occasion de s'intéresser et de se documenter sur cette province appelée autrefois "la Nouvelle France".

Cette animation, à l'espace Saint-Pierre de Senlis, a présenté une belle palette du Québec. Littérature avec la participation d'une librairie, musique avec le groupe "Culture et tradition", peinture avec une quinzaine de grandes toiles du Saguenéen René Gagnon. Il y avait aussi une exposition de photos, des contes pour enfants, des films vidéos. Une initiative culturelle qui a valu à Oise-Québec, et à son président Claude Vessemont, les



félicitations de Maurice Velleret, président de la fédération départementale des échanges internationaux.

L'agence de voyages Wagon-lits de Senlis avait mis en jeu un billet d'avion. Il a été gagné par une Belge de Mons, Claudine Deplanques. Vive la francophonie !

CÔTE D'AZUR

Sol au soleil

En matière de magie du verbe, Sol a crevé le plafond ! Ceux qui ne connaissaient pas encore l'humoriste québécois l'ont découvert et ovationné dans son spectacle "Faut de la fuite dans les idées", présenté à Cannes dans le cadre du "café-théâtre et de la performance d'acteur". Après cette performance, Marc Favreau, alias Sol, a terminé la soirée de façon très simple et conviviale avec les membres de Côte d'Azur-Québec venus nombreux l'applaudir.

Les responsables de l'association lui ont offert des souvenirs de leur région : parfums et brûle-parfum (céramique de Biot). Outre les membres du bureau, Janine Clément pré-

sidente, Claire Bastide et Lydie Drezen vice-présidentes, et Marie-Lou Cottalorda, il y avait aussi Mme Rollin vice-présidente de l'office de la culture du Cannet, M. Taix principal du collège des Campelières, Mme Collombat professeur de français responsable du groupe de collégiens cannetans ayant fait échange au printemps avec ceux du collège Sainte-Croix au Québec, et les animatrices québécoises au centre jeunesse de Cannes.

Et Sol quitta ses hôtes d'un soir car il repartait tôt le lendemain matin. Il devait reprendre la route, a-t-il précisé d'un sourire entendu en ces temps d'été chaud, dans sa ... voiture "micro-ondes" !



Janine Clément, Claire Bastide, Sol et Mme Collombat.

Photo Eric Clément

LANGRES-MONTRÉAL-QUÉBEC

Hommage à Jeanne Mance

Elle était partie de Langres, sa ville natale, le 30 mai 1640. Le 350^{ème} anniversaire du départ de Jeanne Mance qui fonda l'Hôtel-Dieu de Montréal, a été marqué par d'importantes manifestations. Elles ont été organisées par l'équipe du Dr Raymond Brocard, président de l'association Langres-Montréal-Québec (centre culturel Jeanne Mance), en collaboration avec la ville de Langres, de la société historique et archéologique et de l'association d'art sacré.

Outre le délégué général du Québec, Marcel Bergeron, une quinzaine de Montréalais avaient fait le voyage comme Sr Payers directrice du centre Jeanne Mance de Montréal, M. Brissette directeur de l'Hôtel-Dieu et plusieurs médecins et infirmières qui ont pu échanger avec leurs collègues langrois.

En plus de l'exposition consacrée à Jeanne Mance et Langres au XVII^e, un colloque très suivi a permis d'entendre deux conférences. Celle de Georges Viard, président de la société historique et archéologique sur le climat spirituel langrois au temps de la jeunesse de Jeanne Mance ; et celle du Dr Marcel Cadotte, médecin à l'Hôtel-Dieu de Montréal et historien, qui rappelle la vie de l'infirmière laïque au Québec et la place qu'elle occupe toujours dans la mémoire collective montréalaise.

Lors des cérémonies officielles à la mairie de Langres et au pied de la statue de Jeanne Mance encadrée par le groupe de scouts qui porte son nom, toutes les personnalités ont souligné les liens privilégiés entre le Québec et la France, Langres et Montréal.

NÉCROLOGIE

Dr Paul-Conrad Dubé

Le 11 juillet dernier disparaissait le Docteur Paul-Conrad Dubé, né à Saint-Quentin au Nouveau-Brunswick. Cet Acadien était le mari de Eliane Dupeyre-Dubé, administratrice pendant de longues années de France-Québec, et dont les lecteurs de cette revue ont pu apprécier les "Echos du Québec", présentés avec talent et humour.

Le Docteur Dubé partageait la

passion du Québec de son épouse. Son faire-part de décès rappelait qu'*"en des circonstances difficiles, il sut demeurer un homme libre. Il n'aurait pas voulu quitter ce monde, sans réaffirmer sa foi en l'avenir d'une nation québécoise maîtresse de son propre destin"*.

Que Madame Dupeyre Dubé et sa famille reçoivent nos condoléances attristées.

LAVAL-QUÉBEC

Retrouvailles du XVIII^e ...



Hyacinthe Le Houx avec Luce et René Ravary.

Grosse surprise, chargée d'émotion, pour René Ravary, président du comité de jumelage Laval-Laval et de l'association Laval-Québec. C'est dans la ville jumelle, à plus de 6 000 km de là, qu'il a appris que l'un de ces ancêtres quitta jadis... la Mayenne pour fonder la lignée des Ravary d'Amérique !

Champion de la généalogie, Hyacinthe Le Houx est membre de la section lavalloise de Québec-France, et président de la commis-

sion généalogique. Il avait lu l'histoire du premier Ravary canadien dans "Les mémoires de la société de généalogie canadienne française", une revue mensuelle éditée à Montréal.

Surprise : François Ravary, dit Francœur, ancêtre des Ravary américains, est né le 16 novembre 1732 dans la paroisse Saint-Vénérand de Laval-France. Il était l'un des neuf enfants de ... René Ravary, un "tyssier" de l'époque (tisserand) et de Marie Ancery.

ALPES-LEMAN-QUÉBEC

■ Avec plus de 300 adhérents, Alpes-Leman-Québec ne manque pas d'activités. Outre les conférences, les expositions, les fêtes, des actions en profondeur sont menées pour faciliter les échanges inter-municipalités et les emplois saisonniers. L'association a favorisé le contact entre Seynod et Bellefeuille, Cluses et Blainville par exemple et les liens se resserrent pour Annemasse-Boisbriant, Annecy-St Thérèse, Chambéry-St Jérôme, etc. Aix-les-Bains s'est mise sur les rangs...

CAMBRESIS-QUÉBEC

■ Après avoir offert un coin-lecture québécois aux visiteurs du salon du livre de Cambrai à la mi-octobre, l'association présente du 2 au 30 novembre l'exposition "Dans le sillage d'Audubon" avec Pierre-Olivier Combelles, écrivain, explorateur et responsable de l'expédition franco-québécoise, comme conférencier (deux conférences scolaires et une tout public).

ECHANGE DE MAISONS

Montréal, échange studio en centre-ville près de métro pour équivalent à Paris en janvier-février-mars 1991. Contact : Laurette Fraser, 135 rue Sherbrooke est, apt 308, Montréal H2X 1C6. Tél. : (514) 285-2547.

Ottawa, échange appartement 5 pièces, tout meublé et chauffé, pour période de 6 mois à un an, quartier des ambassades près de l'Université d'Ottawa (valeur 1200 dollars par mois) contre appartement au centre de Paris pour une personne. Contact : Guy Lussier, 45 Marlborough, Ottawa, K1N 8E6. Tél. : (613) 235-7696.

Montréal, échange appartement 5 pièces (3 personnes) en plein centre et à 5 mn du parc Mont Royal contre maison ou appartement (pour 2 adultes) à Paris ou autres villes du 1^{er} décembre 1990 au 31 août 1991 (et toutes dates entre ces deux dates). Contact : Professeur André Smith, 418 avenue des Pins, apt 24, Montréal H2W 1S2. Tél. : (514) 281-0883.

Knowlton et Montréal, échange maison de campagne (à 5 mn à pied du lac Brome et 90 km de Montréal-45 de Sherbrooke) et appartement à Montréal (pour couple) contre maison de campagne près de villes sur la Côte d'Azur, Normandie, Aquitaine, au printemps, été ou automne 1991. Possibilité échange auto et bicyclettes. Contact : Christine Provost, 16 Price, Knowlton JOE 1VO. Tél. : (514) 243-0594 (en fin de semaine) et (514) 982-6130 en semaine à Montréal.

Montréal, échange maison (3 chambres, 5 lits) et auto, contre maison ou appartement dans toute ville universitaire du 1^{er} janvier 1991 au 31 août 1992 (ou toute période de trois mois minimum entre ces dates) pour un couple et deux enfants en bas âge. Contact : Francine et Michel Despland-Lichtert, 4070 grand boulevard, Montréal H4B 2X5. Tél. : (514) 487-2312.

Laurentides, échange de maison. Couple, 3 enfants, échangerait maison et voiture banlieue de Montréal (20 km) avec famille région de Nice de la mi-juillet à la mi-Août 1991. Contact : Bernard Varin 3303 Ave Bourassa Boibriand J7H 1G5.

Outaouais, maison 7 pièces, 3 chambres, contre logis pour 2 adultes, dans la région du Midi, de la Provence, de la Côte-d'Azur ou du Roussillon-Languedoc, de début janvier 1991 à juillet 1991. Nicole et Benoît Renaud, 24 Place de Lorraine, Hull (Québec), J8Z 1H3. Tél. : (819) 771-9081.

Dorval, échange de maison. Banlieue de Montréal maison neuve en bordure d'un lac, 2 chambres à coucher, bain tourbillon, à échanger contre maison ou apt. en France. Possibilité d'échange de voiture (Audi). Recherche partenaires sans enfants. Contact : Lou et Hélène Kredl 10 White head Terrasse Dorval H9S 5M4 Québec.

Montréal, échange appartement centre ville pour couple contre un 3 1/2 ou plus grand dans Paris même entre octobre 90 et juin ou octobre 91. Contact : François Forget, 4370 Berri, Montréal H2J 2R1. Tél. : (514) 286-2591.

LOCATION

Québec, maison à louer à partir de mi-octobre 1990, 28 rue Sainte-Angèle (4 chambres pour 6 adultes et 2 enfants). Contact : Emmanuel Mouchel, 4 avenue de Plaisance, 94100 St-Maur-des-Fossés. Tél. : (4) 283-7814.

Méditerranée : Couple québécois cherche pour un séjour de novembre 1990 à mars 1991 inclus meublé (avec cuisine, chambre et/ou séjour, salle de bains) sur la côte Vermeille entre Callioure et Marseille ou à quelques km de la mer. Contact : Jocelyn et Lucile Langlois, 41 Villeneuve, CP 581, Mont-Joli, G5H 3L3. Tél. : (418) 775-4444 ou 775-2013.

Région Lyonnaise, Recherche pour 2 personnes Adultes Appartement ou maison. Meublé 2 pièces - sanitaires - cuisine équipée de Janvier à Mai 1991, 4 ou 5 mois de location souhaitée. Contact : Louis Rosa 4398 rue Viel Rock Forest J1N1Z5. Tél. : 819-567-6027.

AU PAIR

Jeune fille, 30 ans, francophile et bilingue cherche à être logée en échange de légers travaux ménagers, garde d'enfants, cours d'anglais, etc. fin 1990, soit à court soit à long terme. Contact : Laurette Fraser, 135 Sherbrooke Est, app. 308, Montréal H2X 1C6. Tél. : (514) 285-2547.

CORRESPONDANTS

Couple de retraités, 66 ans, cherche correspondants français du même âge en vue d'accueillir et d'être reçus. Contact : Thérèse Brière et Hervé Roberge, RR3, CP 97, Danville, JOA 1A0.

A partir de maintenant si vous désirez passer une annonce dans les revues France-Québec et Québec-France, il est nécessaire de :

- (1) d'être adhérent d'une association régionale*
- (2) de rédiger votre annonce sur un formulaire spécial disponible au siège national et dans les régionales.*

TOUT LE CANADA!

*Une équipe franco-canadienne
pour vous aider à réussir votre voyage :*

A PARIS

- Un accueil personnalisé par des spécialistes.
- Des réunions de préparation au voyage.

AU CANADA

- Vols Paris/Montréal A.R. et nombreux pass sur les lignes intérieures.
- Circuits accompagnés.
- Voyages "aventure-nature"
- Service spécialisé de voyage à la carte.

BROCHURE GRATUITE SUR DEMANDE
Tarifs privilégiés réservés aux adhérents de
FRANCE - QUEBEC




VOYAGEURS AU CANADA

au carrefour du Canada

5, place André-Malraux - 75001 PARIS (angle 1, av. de l'Opéra)
Métro Palais Royal ou Pyramides - Tél. : (1) 40.15.06.60

Lic. A 1326

Demander notre brochure "connaître et aimer le Canada en 90" en retournant ce coupon complété en lettres d'imprimerie à :


VOYAGEUR au Canada
5, place André Malraux 75001 PARIS

Nom : _____ Prénom : _____

N° _____ Rue : _____

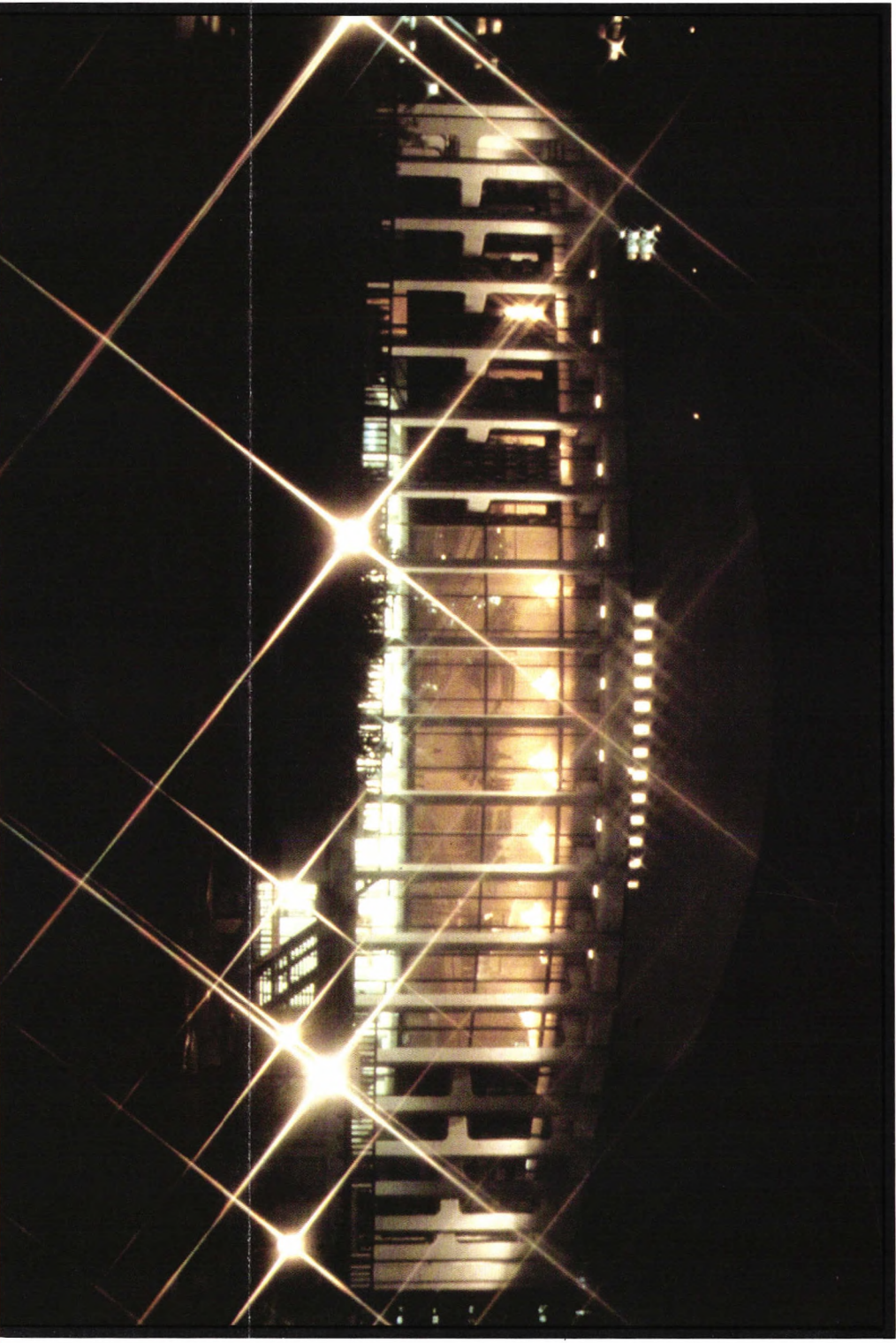
Code Postal | | | | | Ville : _____

Pays : _____ ☎ : _____

hexaméron

Le magazine de l'investissement culturel

NUMERO 18 - FRANCE 60 FF/QUEBEC CANADA 12 \$ - ISSN 0769 6515



SPÉCIAL QUÉBEC



Montréal, la métropole □ Québec, la capitale □ France Québec, le dialogue francophone □ Portraits
Spectacle is business □ Du côté de la décentralisation □ Cinema, Télévision, le prix des images □ avec
Alain Decaux, Diane Dufresne, Yves Navarre, Lucienne Robillard, Anne Hébert, Alain Simard, Kathleen Verdon
Luc Plamondon, André Maltais, Jean-Paul Lallier, Fernand Leduc, Rachel Lortie, René Rozon, Maude Céré...

L'investissement culturel au Québec.

Les enjeux politico-culturels,
les grands rendez-vous de la francophonie,
les artistes du Québec en France,
les grands festivals québécois,
les institutions, le cinéma, la télévision...
pour la première fois une équipe
de journalistes français interroge
les responsables politiques et acteurs culturels
pour un bilan de l'investissement culturel
au Québec, sur fond de relations bilatérales.

56 pages d'enquêtes, interviews, photos, adresses.

(format 235 x 320 couverture pelliculée)



B O N D E C O M M A N D E

60 Francs

12 Dollars

**Pour la France et l'Europe, commande
à adresser à : HEXAMERON MAGAZINE
10, rue de Charonne 75011 Paris**

**Pour le Québec et l'Amérique du Nord
commande à adresser à : GLOBE ART
1558, Bd St Joseph Est. Bur. 4 Montréal H2J 1M7**

Je désire recevoir numéro(s) "Spécial Québec" d'Hexaméron magazine, à l'adresse suivante :

Nom Prénom Organisme

Adresse

Je joins un chèque de (Pour les administrations, le règlement s'effectuera après réception de facture)